

# *l'Anti*capitaliste

N°120 | NOVEMBRE 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## CONSTRUIRE LE PARTI AUJOURD'HUI



ÉLECTIONS AMÉRICAINES, QUI  
A PERDU, QUI A GAGNÉ ?



ACTE 3 DE LA LUTTE DES SANS-  
PAPIERS EN FRANCE



KANAKY : L'ACCÈS À LA PLEINE  
SOUVERAINETÉ EST INÉLUCTABLE

## EDITORIAL

**Henri Wilno** Élections américaines, qui a perdu, qui a gagné ? **P3**

## PREMIER PLAN

**Comité exécutif du NPA** Construire les solidarités et les ripostes face à un gouvernement qui fait primer le profit sur nos vies **P4**

**Joseph Daher** Le fondamentalisme, le djihadisme et la gauche **P7**

**Commission nationale immigration et antiracisme du NPA**

Acte 3 de la lutte des sans-papiers en France **P11**

**Eliana Como** Italie : Affrontement sur les conventions nationales de travail. La grève des métallurgistes **P13**

**Mina Kherfi** Kanaky : l'accès à la pleine souveraineté est inéluctable **P15**

## DOSSIER

**Julien Salingue et Ugo Palheta** Lénine et le parti : une question d'actualité **P17**

**Christine Poupin** À quoi ça sert un parti ? **P21**

**Mimosa Effe** Un parti pour la classe **P23**

**Daniel Bensaïd et François Sabado**

Le parti comme organisation (se) posant la question du pouvoir **P26**

**Antoine Larrache** Des stratégies et des partis **P29**

## LECTURES

**Julien Salingue** La Chauve-souris et le capital : le « léninisme écologique » à la lumière du Covid-19 **P33**

**Michael Löwy** Le chemin Walter Benjamin **P34**

## FOCUS

**Samir Larabi** La longue lutte des travailleurs de Numilog **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :  
Marseille, 14 septembre 2013, manifestation contre la venue du Front National. © Photothèque Rouge / Nils



La police effectue des contrôles, demandant les attestations de déplacement dérogatoires, rue Montorgueil, Paris, 30 octobre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

| Tarif standard                          |                 |                |
|-----------------------------------------|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle                         | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                 |                |
| Revue mensuelle                         | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros  |

### Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard                          |                        |
|-----------------------------------------|------------------------|
| Revue + Hebdo                           | 25 euros par trimestre |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                        |
| Revue + Hebdo                           | 19 euros par trimestre |

## l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Directeur de la publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Antoine Larrache

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire :**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN :**  
2269-370X

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage :**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Élections américaines, qui a perdu, qui a gagné ?

PAR HENRI WILNO

*Donald Trump a perdu : malgré ses dénégations et d'ultimes batailles juridiques, il ne fera pas un deuxième mandat en tant que président des États-Unis. Et c'est une très bonne nouvelle. On ne peut qu'être solidaire de ces milliers d'Américains sortis dans rue pour célébrer son départ. Ceci dit, qui a gagné et, en dehors de Trump lui-même, qui a perdu ?*

Pour répondre à cette question, il serait faux de s'en tenir à une photographie instantanée qui nous montrerait seulement que Biden a gagné avec plus de 74,5 millions de voix, contre 70 millions pour Donald Trump et qu'il a passé le cap des 270 grands électeurs. En fait, pour savoir qui a gagné et qui a perdu, il faut revenir plusieurs mois ou années en arrière : avant les élections de 2015, un vent d'espoir s'était levé avec la candidature de Bernie Sanders et sa campagne pour la justice sociale et raciale, pour une assurance-maladie pour tous, pour lutter contre le réchauffement climatique, etc. Malgré ses limites, Bernie Sanders avait entrepris de s'adresser à « ceux d'en bas », à ceux qui vivent de leur travail... à tous ceux que les démocrates américains avaient négligés depuis des années.

## LES DÉMOCRATES, FIDÈLES SERVITEURS DU CAPITAL AMÉRICAIN

D'abord sous la présidence de Bill Clinton (1993-2001) marquée notamment par la libéralisation financière et par une réforme ultra-régressive des aides sociales. Ensuite, après les deux mandats réactionnaires et guerriers (2001-2009) du républicain George W. Bush (qui a décidé l'invasion de l'Irak) était venu Barack Obama. Son élection en pleine crise économique, avait provoqué une forte attente : non seulement, le nouveau président était noir mais il proclamait : « Yes, we can ! ». (Oui, nous pouvons). Et sur ce point, Obama a failli. D'emblée son plan de relance de l'économie est d'abord soucieux du sort des banquiers plus que de celui des millions d'Américains menacés de perdre leur logement. La réforme de la santé met en place un système très complexe pour ménager les compagnies privées d'assurance. Les nouveaux emplois créés après la crise de 2008-2009 sont plus mal payés et apportent moins de droits sociaux que les emplois industriels supprimés. Les déceptions répétées se sont conjuguées au racisme pour conduire une partie des travailleurs blancs américains à voter Trump en 2016 : un candidat qui pouvait apparaître comme un « homme nouveau » et qui faisait semblant de s'intéresser à leurs problèmes. En 2016 comme cette année, l'« establishment » démocrate avait une préoccupation : gagner les élections mais pas au prix d'un renforcement de la gauche qui aurait découragé ses riches amis et donateurs de Wall Street. C'est pour cela qu'en 2016, la

direction démocrate a tout fait pour saboter la candidature de Sanders et imposer Hillary Clinton (épouse de Bill) qui a été battue en nombre de grands électeurs.

En 2020, la direction du parti est repartie en guerre contre Sanders derrière une caricature du politicien Joe Biden, ancien vice-président d'Obama. Après qu'il eut obtenu quelques succès dans les primaires, tous les nombreux postulants démocrates se rallient à lui sauf Bernie Sanders. Celui-ci, isolé et alors que le Covid interrompt la campagne électorale, jette l'éponge en avril 2020. Au cours de sa longue carrière parlementaire, Biden s'est illustré par son soutien à un grand nombre de propositions réactionnaires et a soutenu l'invasion de l'Irak.

## LA GAUCHE, AUSSI, A PERDU

Le bilan de la séquence est clair : du fait sans doute de la pandémie, Trump a bien perdu (de beaucoup moins que ne l'espéraient les démocrates) mais la gauche aussi. Même si elle a remporté quelques succès locaux : les quatre élus de gauche

à la Chambre des représentants (dont la plus connue est Alexandria Ocasio-Cortez à New York) ont préservé leurs sièges, d'autres postes ont été sauvés ou gagnés dans les localités et les États. Les votes de la Floride montrent aussi certaines potentialités : Trump l'a emporté mais, dans un référendum qui se déroulait en même temps, les électeurs de l'État ont voté en majorité pour une revalorisation du salaire minimum à 15 \$ de l'heure.

Le gagnant est l'establishment démocrate. Biden rompra bien



© US Embassy from New Zealand / Wikicommons

avec les aspects les plus aberrants et agressifs de la présidence de Trump (notamment sur le Covid et le racisme explicite) mais l'essentiel ne changera pas. Il s'est vanté au cours de sa campagne d'avoir battu les idées « socialistes » et, quand il parle d'« unité », il vise avant tout à séduire une partie des dirigeants du parti républicain et à les détacher du « trumpisme », d'autant que le Sénat risque de rester aux mains des républicains.

Pour que ce petit jeu politicien bipartisan soit perturbé, il faudra, comme ce fut le cas dans les années 1930, une énorme poussée des travailleurs et des mouvements sociaux et un renforcement de leur organisation. C'est sous cette pression que durant la crise des années 30 le président Roosevelt et la classe dominante se sont résignés à faire des réformes sociales. □

# Construire les solidarités et les ripostes face à un gouvernement qui fait primer le profit sur nos vies

PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

*La crise sanitaire est là. Les personnels des hôpitaux, épuisés, tirent la sonnette d'alarme, mais le Premier ministre explique doctement que « le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade ». L'irrationalité sanitaire des décisions gouvernementales est, plus que jamais, mise à nu, et les colères, jusqu'alors souvent contenues, explosent, entre autres dans l'éducation nationale, face à un pouvoir obsédé par la menace d'une « paralysie » de l'économie et déterminé à nier les évidences, quitte à se contredire lui-même en permanence.*

## LA DEUXIÈME VAGUE EST LÀ, LES HÔPITAUX VONT DÉBORDER

La situation reste marquée par la progression de la pandémie de Covid, avec des chiffres qui continuaient de monter début novembre et qui annonçaient un nouveau pic à venir. La deuxième vague est brutale, massive sur tout le territoire. Plus brutale que la première, si l'on tient compte du fait qu'aujourd'hui, masques, distanciation et couvre-feu sont la norme, ce qui n'était pas le cas au printemps. Le 13 novembre, le nombre d'hospitalisations pour Covid (32 654) dépassait le pic enregistré le 14 avril (32 292).

Grâce au personnel des hôpitaux, la première vague avait pu être franchie, au prix de 32 000 morts directs et d'un confinement de 55 jours payés au prix fort, notamment par l'abandon des autres pathologies. La situation est aujourd'hui bien différente, mais en pire. L'été n'a pas été mis à profit pour embaucher et ouvrir des lits. Les mesures ont été trop tardives, plus dictées par la volonté de maintenir la chaîne des profits que par un quelconque souci de santé publique.

Depuis 20 ans, ce sont plusieurs dizaines de milliers de lits qui ont été supprimés, 8000 sur les deux dernières années. Mais pour Macron, « ce n'est pas une question de moyens, mais d'organisation ». Olivier Véran promet de son côté

12 000 lits de réanimation. Le président du Conseil national professionnel d'anesthésie-réanimation lui répond : « Avant le Covid, 10% de nos 5000 lits de réanimation étaient fermés, faute de personnel. On estime aujourd'hui ce taux entre 15 et 20%. On est dans un jeu de poker menteur. » Alors qu'en Espagne par exemple, de véritables hôpitaux sont créés en urgence pour accueillir les milliers de malades qui vont nécessiter une oxygénothérapie, non seulement Macron et Véran n'ont pas créé de lits, mais les projets de fermeture ont continué pendant l'été. 300 lits à Caen, 80 à l'HP de Sotteville-lès-Rouen...

Les personnels sont donc non seulement fatigués, mais ils sont aussi démotivés. Les applaudissements ne se sont pas transformés en ouvertures de lits. Écœurés car aucune campagne massive de tests n'a été réalisée dans les hôpitaux, pour une raison très simple que nous connaissons toutes : cela aurait encore réduit le personnel. Au point qu'aux Hospices civils de Lyon, la direction avoue dans ses circulaires qu'il faut faire travailler les personnels covid+ qui ne présentent que des symptômes légers... Alors beaucoup sont partis de l'hôpital. Partout des postes infirmiers sont vacants. Rappel des vacances, jours de congés annulés, Ségur et promesses d'une prime n'y feront rien, l'hôpital va se noyer et le personnel le sait.

## LES RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT

Il apparaît de plus en plus évident, et de plus en plus largement, que les décisions du gouvernement ne sont en aucun cas motivées par les impératifs de santé publique et par la protection des vies. Les conditions du deuxième « confinement », à l'œuvre depuis le 30 octobre, qui n'est en réalité qu'une forme de couvre-feu étendu, sont ainsi des plus rocambolesques : défense d'aller prendre un verre dans un bar... mais obligation d'aller enseigner dans des classes surchargées ; interdiction d'organiser un repas avec des amiEs... mais l'atelier confiné avec 25 collègues, ça continue ; le cinéma, c'est fini... mais on pourra continuer à s'entasser dans des métros et des bus bondés.

Comment croire une seule seconde que le couvre-feu étendu que constitue le deuxième « confinement », sur le modèle métro-boulot-dodo, est une réponse adéquate face à la nouvelle flambée de Covid ? Les recettes de Macron et compagnie sont une fois de plus marquées du sceau du néolibéralisme autoritaire : le pouvoir joue avec le feu, et donc avec nos vies, obsédé qu'il est par la menace d'une « paralysie » de l'économie et déterminé à nier les évidences, quitte à se contredire lui-même en permanence.

Le gouvernement porte une immense part de responsabilité dans le

re-développement de l'épidémie, et ce ne sont pas les mensonges au sujet d'une deuxième vague « *largement inattendue* » (Gabriel Attal) qui occulteront cette responsabilité. Dès le mois de juin, de nombreuses voix se faisaient entendre pour prévenir du risque d'une deuxième vague. Le président du conseil scientifique lui-même, Jean-François Delfraissy, peu suspect d'hostilité au gouvernement, alertait ainsi les autorités, le 18 juin, sur le risque d'une « *vraie deuxième vague à l'automne* ». Quelques jours plus tard, le 22 juin, le Conseil scientifique écrivait : « *Une intensification de la circulation du SARS-CoV-2 dans l'hémisphère nord à une échéance plus ou moins lointaine (quelques mois, et notamment à l'approche de l'hiver) est extrêmement probable* ». Et ce ne sont que les exemples les plus institutionnels...

Qu'a fait le gouvernement ?

Rien, ou presque. Aucune politique sérieuse concernant les tests : ni embauches, ni commande de machines, ni mise en place de tests rapides, ni réel traçage. Aucune politique de distribution gratuite des équipements de protection (masques notamment), ni de prévention. Aucune politique d'embauches massives à l'hôpital, de réouvertures de lits et de services, malgré les demandes continues des personnels. La liste n'est pas exhaustive. Et pendant ce temps-là, des dizaines de milliards d'euros étaient injectés dans les caisses du patronat, sans contrôle ni contreparties, tandis que la crise sociale s'étend.

#### PLUS D'UN MILLION DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Il y a toujours un décalage temporel entre l'entrée en crise et les suppressions d'emplois, notamment les plans de licenciements collectifs. Néanmoins, les suppressions d'emplois sont déjà massives malgré les dispositifs de chômage technique qui ont coûté un

« pognon de dingue » aux contribuables. Elles prennent avant tout la forme du non-renouvellement de CDD, du moindre recours à l'intérim, et du non-remplacement des départs à la retraite. Elles sont donc moins « visibles » et médiatisées que les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), mais elles se chiffrent déjà en centaines de milliers. L'INSEE estimait avant le reconfinement qu'il y aurait 840 000 emplois supprimés cette année. C'était une prévision optimiste qui est d'ores et déjà caduque : il y aurait probablement plus d'un million de

période sont l'industrie manufacturière (41% des ruptures envisagées), et le commerce et la réparation automobile (23%). Viennent ensuite les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques (9%), du transport et entreposage (6%), de l'hébergement et de la restauration (6%) et celui des activités de services administratifs et de soutien (5%).

D'autres chiffres indiquent l'ampleur de la crise sociale et l'absence totale de formes de redistribution des richesses et des « aides » déployées par le gou-

vernement. On retiendra ici ceux qui ont été publiés par le Secours catholique le 12 novembre, selon lesquels la barre des 10 millions de pauvres sera franchie avant la fin de l'année 2020, soit 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire, établi à 1 063 euros par mois par l'INSEE. Aucun doute : la crise sociale est là, mais le pire est à venir.



Manifestation de travailleurs de la santé, Paris, 15 octobre 2020.  
© Photographie de Martin Noda / Hans Lucas

suppressions d'emplois cette année.

Les plans sociaux (licenciements économiques de plus de 10 salariéEs dans les entreprises de plus de 50 salariéEs) prennent de l'ampleur même s'ils ne représentent pour l'heure qu'environ 10% des suppressions d'emplois. Sur la période allant de début mars à la troisième semaine d'octobre 2020, 567 PSE ont été initiés concernant 2 500 établissements en France. Ces procédures concernent environ 62 100 ruptures de contrats de travail, soit plus du double de ce qui avait été envisagé sur la même période en 2019.

Ces ruptures de contrats associées à un PSE sont plus nombreuses parmi les entreprises les plus grandes, c'est-à-dire celles de 1 000 salariéEs ou plus. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020, un peu moins d'une rupture envisagée sur deux (44%) concerne les grandes entreprises alors que celles-ci ne représentent qu'un peu plus d'un PSE sur dix initiés (12%). Les deux secteurs qui prévoient le plus de ruptures de contrats de travail sur la

#### POUR LUTTER CONTRE LE COVID, IL FAUT LUTTER CONTRE LE GOUVERNEMENT

Dans un tel contexte, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui refusent aujourd'hui de consentir docilement au confinement/couvre-feu imposé par les mêmes qui n'ont rien fait pour freiner réellement la deuxième vague. A fortiori dans la mesure où les décisions tombent d'en haut, sans aucune concertation, sans aucun processus d'association de la population, avec pour conséquence des mesures souvent aberrantes et/ou inapplicables, et des dispositifs toujours plus liberticides pour faire respecter lesdites décisions, à coups de verbalisations, voire de matraque. Alors quand, de surcroît, le gouvernement franchit de nouveaux caps en tentant par exemple d'exploiter honteusement, lors de la rentrée scolaire, l'assassinat

de Samuel Paty, la colère explose.

À l'image de ces enseignantEs et de ces lycéenEs qui se mobilisent pour faire entendre leur ras-le-bol, nous refusons de laisser le gouvernement confiner nos colères. Hors de question de rejouer la partition du confinement du printemps, avec la pression à l'unité nationale face à la maladie et la seule perspective de se mobiliser « après ». Nous devons le dire haut et fort : pour lutter efficacement contre le Covid, il ne suffit pas d'adopter les – nécessaires – comportements individuels et collectifs responsables, mais il faut lutter, ici et maintenant, contre un gouvernement et ses politiques qui font primer les profits sur la vie. À l'instar de ce qui se passe dans diverses entreprises et dans l'éducation nationale, où les salariéEs affirment qu'ils et elles sont les mieux placés pour savoir ce qui est essentiel et comment réorganiser le travail, et qui ont forcé Blanquer à de premiers reculs. À l'instar aussi des initiatives locales qui se développent, comme à Toulouse ou à Besançon, avec des manifestations unitaires, regroupant personnels hospitaliers, associations, syndicats et partis politiques, organisées le 7 novembre pour exiger des moyens pour la santé et la fin des mesures liberticides, et qui sont appelées à se reproduire et se généraliser.

Au niveau national, à l'initiative de Solidaires, un appel a été publié concernant les libertés publiques et le climat islamophobe, qui permet de dépasser la paralysie qui a saisi la plupart des organisations du mouvement ouvrier suite aux assassinats de Conflans et de Nice. Des initiatives sont également en préparation contre la loi « séparatisme », qui sera présentée au conseil des ministres le 9 décembre prochain, et dont on ne doute pas qu'elle sera un nouveau cap dans la stigmatisation des musulmanEs et les attaques contre les libertés publiques.

Sur ces diverses thématiques, auxquelles s'ajoutent les nouvelles dispositions liberticides (loi de « sécurité globale », mais aussi menaces contre les possibilités de se mobiliser dans les universités), des cadres de mobilisation se construisent dans diverses villes, pour venir en appui aux luttes existantes et/ou pour impulser des rendez-vous, dans la rue, autour de revendications pour la santé et contre l'autoritarisme. Une politique qu'il faut tenter de généraliser, en

essayant de regrouper autour de mots d'ordre sur les questions de santé (crédits pour l'hôpital, embauches, ouvertures de lits, système de tests efficient, protections gratuites, etc.), pour la défense des emplois (interdiction des licenciements, réduction du temps de travail...), sur les libertés publiques (contre l'autoritarisme, contre la loi de « sécurité globale », contre le racisme et l'islamophobie (avec notamment la perspective de la loi « séparatisme »), sur le rôle central des salariéEs dans l'établissement des protocoles sanitaires (à l'image de ce qui se passe dans un certain nombre d'établissements scolaires) et, plus globalement, de la population dans la gestion de son auto-protection collective face à l'épidémie.

### COMBATTRE LES FAUSSES ALTERNATIVES, PROPOSER UN AUTRE MONDE

Dans un tel contexte, les propositions anticapitalistes peuvent avoir un écho réel, en combattant notamment le discours ambiant qui veut opposer la santé aux emplois et la lutte contre le Covid aux libertés publiques.

La fausse alternative, imposée dans le débat public, entre la santé et les emplois, qui repose sur le double postulat de la nécessaire croissance et de la toute-puissance du patron dans son entreprise, est particulièrement malhonnête... et dangereuse. Au nom de l'exigence revendiquée de ne pas « mettre le pays à l'arrêt » et/ou « l'économie à genoux », on nous explique ainsi qu'il faut « assouplir les protocoles sanitaires », voire « assumer le risque » pour la santé des salariéEs.

Sont ainsi exclues du champ de la discussion toutes les questions – légitimes – qui se sont posées avec acuité lors du confinement du printemps : quelles sont les productions réellement utiles ? Quels sont les domaines desquels le privé doit être exproprié pour en finir avec les logiques de rentabilité ? Comment organiser le travail dans les secteurs indispensables, en écoutant en premier lieu les salariéEs, afin d'éviter les contaminations ? Comment partager davantage le travail, en réduisant massivement sa durée hebdomadaire sans perte de salaire, pour que cette réorganisation globale ne se fasse pas au détriment des salariéEs ? Comment financer tout cela en prenant l'argent là où il est, plutôt que de dilapider des dizaines, voire des centaines de milliards d'argent public, pour des « plans de relance » dont

les recettes n'ont jamais fonctionné ? L'occasion, en outre et bien évidemment, de poser la question de l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, avec des mécanismes garantissant la pérennité du salaire en toute circonstance, financés par une taxation des profits des grands groupes et des richesses des grandes fortunes.

Quant à l'opposition entre les libertés publiques et la lutte effective contre la pandémie, elle s'inscrit dans la fausse idée selon laquelle le combat contre le développement du Covid passerait nécessairement par des mesures contraignantes, imposées d'en haut. Le pouvoir porte une responsabilité écrasante dans la diffusion de cette idée, en raison de sa gestion autoritaire de la crise sanitaire et des incohérences de son discours, entre autres et notamment sur les masques. La méfiance, voire la défiance, s'est installée, à l'égard des mesures de protection sanitaire, qu'il s'agisse des masques justement, ou plus globalement des gestes barrières, sans même parler du tracking ou des applications gouvernementales.

Sortir de cette fausse alternative impose de rappeler que la seule possibilité de lutter collectivement contre une épidémie comme le Covid est de refuser toute forme d'infantilisation et de (se) convaincre que les seules mesures qui sont vraiment respectées sont celles que chacunE comprend et accepte car il ou elle les a construites, est persuadé de leur justesse, et que le collectif lui donne les moyens de les respecter tout en continuant à vivre. En d'autres termes : une véritable démocratie sanitaire, où la population est correctement informée, pleinement associée aux décisions et à leur mise en œuvre, et où l'auto-organisation et les solidarités se substituent à l'autoritarisme et aux sanctions.

Nous ne sommes pas condamnés à subir les politiques antisociales et antisanitaires du gouvernement, et prendre au sérieux l'épidémie de Covid ne signifie pas faire taire nos voix et nos luttes. Il s'agit désormais d'amplifier ces résistances, de construire les solidarités locales comme les convergences sectorielles et les fronts politiques, afin de ne pas laisser la main à un pouvoir irresponsable mais qui ne reculera que si nous avançons. Au-delà, il s'agit de défendre la perspective d'une autre société et d'un autre monde, seule option face à un système qui nous promet toujours plus de crises, épidémiques, sociales, écologiques. □

# Le fondamentalisme, le djihadisme et la gauche

PAR JOSEPH DAHER

*Retour sur les racines du fondamentalisme islamique, la spécificité des courants dits « djihadistes » et sur leurs implications, tactiques et stratégiques, pour la gauche.*

**L**e fondamentalisme religieux doit tout d'abord être appréhendé comme un phénomène international, pas quelque chose d'unique au Moyen-Orient ou dans d'autres sociétés avec des populations à prédominance musulmane. En outre, la gauche doit veiller à ne pas confondre l'islam et le fondamentalisme islamique. Nous devons faire une distinction nette entre la religion islamique et les groupes fondamentalistes. Si nous ne parvenons pas à faire cela, nous risquons de tomber dans l'islamophobie promue par les classes dirigeantes américaines et européennes et leurs relais médiatiques.

## LES RACINES DU FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

Le fondamentalisme islamique est issu des conditions politiques et économiques spécifiques du Moyen-Orient, où les puissances impérialistes ont eu un impact essentiel et continu sur les États et l'économie politique de la région. Après la découverte du pétrole dans les années 1920 et 1930 dans les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, les puissances impérialistes ont vu comment la région pouvait jouer

un rôle potentiellement décisif dans la détermination de la fortune du capitalisme à l'échelle mondiale.

Les puissances impérialistes occidentales, principalement les États-Unis, ont joué un rôle clé dans la formation des

et l'Arabie saoudite pour dominer la région. Il les a soutenus pour faire face à des régimes nationalistes arabes comme l'Égypte sous Gamal Abdel Nasser, les mouvements communistes et de gauche de la région, et diverses

luttres populaires et nationales, qui ont généralement visé une plus grande souveraineté, plus de justice sociale, et l'indépendance pour leurs pays vis-à-vis de la domination impériale. Dans ce cadre, l'Arabie saoudite a promu et financé divers mouvements fondamentalistes islamiques sunnites, en particulier les Frères musulmans (FM), pour contrer les nationalistes et la gauche.



Le Secrétaire d'État américain John Kerry avec le Président égyptien Mohamed Morsi en mai 2013. © U.S. Department of State / Wikicommons

États rentiers de la région, en particulier les monarchies du Golfe, comme l'Arabie saoudite, qui génèrent des revenus immenses par la vente de leur pétrole et leur gaz naturel aux conglomérats pétroliers internationaux. Depuis les années 1980, ces États ont adopté un modèle néolibéral axé sur l'investissement spéculatif dans la recherche de bénéfices à court terme dans les secteurs improductifs de l'économie, en particulier dans l'immobilier.

Les États-Unis ont utilisé leur partenariat stratégique avec l'Iran (jusqu'au renversement du Shah en 1979), Israël

Israël a utilisé une stratégie similaire dans les territoires palestiniens occupés, en particulier dans la bande de Gaza dans les années 1970 et 1980, en réprimant les forces nationalistes et progressistes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) tout en permettant l'expansion des mouvements fondamentalistes islamiques concurrents. Le renversement du régime du Shah durant la révolution iranienne et

l'établissement ultérieur de la République Islamique d'Iran en 1979 ont stimulé les mouvements fondamentalistes chiïtes dans la région.

La crise des régimes nationalistes arabes après la défaite cuisante face à Israël en 1967 et le début de la stagnation de leurs méthodes de développement d'un capitalisme d'État a ouvert l'espace politique pour le développement des mouvements fondamentalistes. Ces régimes ont opté, dans leur grande majorité, pour un rapprochement avec les pays occidentaux et leurs alliés du Golfe et ont adopté le néolibéralisme, mettant un terme à de nombreuses réformes sociales qui leur avaient valu une popularité parmi des secteurs des travailleurs et des paysans. Les régimes se sont également retournés contre le mouvement national palestinien, cherchant des compromis avec Israël. Parallèlement, tous les régimes nationalistes arabes et d'autres, comme en Tunisie, ont volontairement soutenu les mouvements fondamentalistes islamiques ou ont permis leur développement contre les groupes de gauche et nationalistes.

Le dernier développement significatif qui a alimenté la montée du fondamentalisme a été la rivalité politique croissante entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Chaque État a instrumentalisé son propre fondamentalisme confessionnel pour atteindre ses objectifs contre-révolutionnaires.

Ce sont ces conditions matérielles historiques modernes qui ont donné naissance au fondamentalisme islamique sunnite et chiïte.

### **DIFFÉRENCES ENTRE LES GRADUALISTES ET LES DJIHADISTES**

Des organisations telles que le soi-disant État islamique (EI), al-Qaïda, les diverses branches des Frères musulmans (FM) et le Hezbollah ont des différences quant à leur formation, leur développement, leur composition et leur stratégie. Néanmoins, ils partagent un projet politique commun, malgré des divergences significatives. Toutes les variantes du fondamentalisme islamique partagent un objectif réactionnaire et confessionnel commun consistant à établir « un État islamique basé sur la charia » qui préserve l'ordre capitaliste néolibéral existant.

Mais les groupes fondamentalistes islamiques utilisent différentes stratégies et tactiques pour atteindre leurs objectifs. Les gradualistes comme les FM et le Hezbollah participent aux élections et aux institutions étatiques existantes. En revanche, les djihadistes comme al-Qaïda et l'EI considèrent ces institutions comme non islamiques et se tournent plutôt vers des tactiques de guérilla ou de terrorisme dans l'espoir d'une éventuelle saisie de l'État. Parmi les djihadistes, il y a également des débats et des divisions sur les tactiques et les stratégies pour atteindre leur objectif d'un État islamique. Dans divers contextes et périodes historiques, les différents

courants fondamentalistes ont parfois collaboré et à d'autres époques ont été en compétition et se sont même affrontés.

Même si ces mouvements partagent tous un programme politique et une vision de la société réactionnaire et autoritaire, les organisations de gauche doivent néanmoins reconnaître les différences entre les courants gradualistes des mouvements fondamentalistes islamiques tels que le Hezbollah et les FM d'un côté, et des groupes djihadistes comme al-Qaïda et l'EI de l'autre. Ces mouvements ne sont pas les mêmes, et la gauche doit les aborder et les traiter différemment. Il est ainsi possible d'imaginer une unité d'action avec des courants gradualistes dans des contextes spécifiques pour des objectifs précis et à court terme. La gauche pouvait et a collaboré avec les FM sur la place Tahrir au Caire en Égypte pendant les dix-huit jours de mobilisations massives contre le dictateur Moubarak. Il est tout simplement impossible d'envisager des collaborations similaires avec al-Qaïda et l'EI. En Syrie, ces groupes ont attaqué des activistes et manifestants pour avoir brandi des slogans démocratiques et non confessionnels.

### **LA BASE DE LA CLASSE DU FONDAMENTALISME ISLAMIQUE**

La base sociale historique du fondamentalisme islamique, dès l'aube du vingtième siècle, est la petite-bourgeoisie. Bien sûr, les formations fondamentalistes de chaque pays ont leur propre histoire particulière, mais elles



Combattants du Hezbollah. © khamenei.ir / Wikicommons

partagent toutes des racines dans divers éléments de la petite-bourgeoisie. Les partis fondamentalistes islamiques cherchent à rétablir la Ummah, une entité religio-politique qui rassemblerait toutes les musulmanes et transcenderait les clivages qui les divisent aujourd'hui. La lutte des classes est donc considérée comme une chose négative car elle fragmente la Ummah. Au fil du temps, les dirigeants petits-bourgeois des mouvements fondamentalistes ont de plus en plus approfondi leurs liens avec la bourgeoisie, même s'ils tentent de préserver leur base de soutien dans diverses classes sociales. Ils utilisent les organismes de charité pour gagner l'allégeance de sections des classes populaires à leur projet réactionnaire.

Les tensions entre, d'un côté, le leadership de plus en plus bourgeois des fondamentalistes et, de l'autre, sa base sociale dans les sections petites-bourgeoises et appauvries de la paysannerie et des classes des salariés de l'autre, ont produit des contradictions dans leur programme et leurs activités politiques. D'une part, ils professent un engagement envers l'égalité et la justice sociale qu'ils abordent principalement par des mesures par en haut, par des projets de bienfaisance et de charité. Mais d'autre part, ils préconisent et mettent en place les principes des politiques économiques néolibérales et dénoncent les mouvements sociaux d'en bas, en particulier les mouvements syndicaux.

#### PUISSANCES RÉGIONALES ET IMPÉRIALISTES ET LE FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

Les puissances impérialistes et régionales ont utilisé les fondamentalistes islamiques pour accroître leur influence et diminuer celle de leurs adversaires au Moyen-Orient. L'Iran a soutenu le Hezbollah au Liban et des organisations fondamentalistes islamiques chiites comme al-Da'wa en Irak. L'Arabie saoudite a soutenu les FM jusqu'en 1991, puis divers mouvements salafistes après cette rupture. Le Qatar a remplacé l'Arabie saoudite en tant que principal soutien des FM après 1991, tout en finançant d'autres organisations, salafistes. Ces États capitalistes ne soutiennent pas les fondamentalistes pour des raisons religieuses, mais comme un moyen d'accroître leur pouvoir régional, d'affaiblir leurs adversaires, et de détourner ou

de réprimer les mouvements sociaux démocratiques par en bas.

Les puissances impérialistes ont également soutenu les mouvements fondamentalistes pour leurs propres objectifs. Les États-Unis étaient initialement favorables à l'élection des FM au gouvernement en Égypte et en Tunisie au début des soulèvements populaires de la région Moyen-Orient-Afrique du Nord, les considérant comme un moyen de stabiliser et de préserver l'ordre existant sous une nouvelle direction. Washington les voyait selon les termes de Giuseppe Tomasi di Lampedusa Tancredi dans son œuvre *le Guépard* : « Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change ».

Auparavant, les États-Unis, avec l'aide de leurs alliés dans la région, y compris l'Arabie saoudite et le Pakistan, ont injecté des milliards de dollars dans la formation et l'armement des combattants et groupes fondamentalistes islamiques à partir de 1979. Ils ont soutenu de tels groupes en Afghanistan dans le but d'affaiblir leur ennemi de la guerre froide, l'Union soviétique. Al-Qaïda est issu de ce processus. L'impérialisme américain a contribué à constituer l'aile la plus extrémiste du fondamentalisme islamique qui se tournera plus tard contre Washington.

#### NI « ISLAMO-FASCISTE »...

La montée du fondamentalisme islamique a conduit à de vifs débats entre les socialistes sur la manière de le caractériser et de se positionner vis-à-vis des mouvements qui s'en réclament. Certains à gauche ont caractérisé les diverses tendances du fondamentalisme islamique, y compris les FM, comme des « islamo-fascistes ».

Le fondamentalisme islamique n'est pas une forme de fascisme. Comme l'explique Gilbert Achcar : « *L'analogie avec le fascisme ne tient pas compte des différences majeures entre les deux courants et ne se concentre que sur certaines caractéristiques organisationnelles communes à des partis très différents basés sur les mobilisations de masse et l'endoctrinement, y compris la tradition stalinienne. Contrairement au fascisme historique, les FM n'ont pas émergé dans des pays impérialistes en réaction à un mouvement ouvrier contestant le capitalisme et afin d'incarner une version plus dure de l'impérialisme*<sup>1</sup> ».

Par exemple, les FM en Égypte ont été

fondés en 1928 en réaction à l'effondrement de l'Empire ottoman, à l'occupation britannique, à la propagation d'idéologies et d'organisations laïques et d'influences culturelles étrangères. Les mouvements fondamentalistes islamiques chiites se sont propagés de Najaf, en Irak, à travers un réseau transnational clérical avec l'objectif de s'opposer aux idéologies et organisations laïques et communistes. Ces éléments sont complètement différents du fascisme européen.

En outre, les mouvements fondamentalistes islamiques visent généralement à unifier la Ummah indépendamment des limites territoriales et ethniques. Ils font aussi référence et / ou veulent restaurer un système politique passé mystifié : le califat. C'est en contradiction nette avec les mouvements fascistes, qui veulent définir la nation en termes ethniques et construire un nouvel ordre et une nouvelle civilisation.

Le fascisme est aussi une caractérisation inexacte des groupes djihadistes tels que l'EI et al-Qaïda. Bien sûr, il s'agit de groupes violents, confessionnels, dotés d'une vision totalitaire de la société. Ils sont néanmoins très différents du fascisme dans leur origine et leur nature. L'EI est par exemple né de l'occupation américaine de l'Irak. Il s'est développé à partir d'al-Qaïda en Iraq, qui a combattu à la fois l'occupation américaine et le régime fondamentaliste islamique chiite installé par les États-Unis et soutenu par l'Iran. Il s'est plus tard propagé à la Syrie alors qu'il tentait d'établir un califat islamique sunnite. Ces formations sont les conséquences de l'impérialisme et des contre-révolutions au Moyen-Orient.

Les mouvements djihadistes n'ont pas les caractéristiques typiques du fascisme. Ils opèrent principalement comme une armée ou un réseau terroriste plutôt que comme un mouvement politique de masse avec une branche armée.

Sur la base de cette identification erronée du fondamentalisme comme fasciste, certains à gauche ont soutenu de manière désastreuse les anciens régimes dans la région. Ils l'ont fait, et le font encore parfois, dans l'espoir que les anciens régimes freineront l'influence et / ou les avancées

des fondamentalistes. Cela a conduit à des résultats catastrophiques et renforcé encore davantage les campagnes répressives contre toute forme d'oppositions, y compris de gauche et démocrates.

### ... NI « RÉFORMISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE »

Désigner le fondamentalisme islamique comme fasciste et soutenir les régimes existants ne fera que reculer et retarder le projet de construction d'une gauche progressiste et indépendante. Une minorité à gauche a tenté de présenter une alternative à ce point de vue en caractérisant les organisations fondamentalistes islamiques comme étant des réformistes et même des anti-impérialistes avec lesquelles la gauche peut et devrait collaborer dans des fronts unis, sous certaines conditions.

En dépit des nombreuses lacunes des organisations réformistes, il est trompeur de les comparer à la version gradualiste du fondamentalisme islamique. Les partis et les mouvements comme les FM et le Hezbollah n'ont jamais cherché dans leur histoire, ni même prétendu avoir cherché à démanteler progressivement le capitalisme. C'est plutôt le contraire en fait ; les mouvements fondamentalistes gradualistes ont historiquement soutenu le capitalisme, y compris son régime d'accumulation néolibérale actuel.

Comme nous l'avons vu, l'origine sociale et la composition du leadership et de ses membres des mouvements fondamentalistes sont très différentes des partis sociaux-démocrates. La base sociale des fondamentalistes est la petite-bourgeoisie, alors que la base sociale de la social-démocratie est la classe des salariés. En outre, le leadership des mouvements fondamentalistes gradualistes, comme nous l'avons mentionné, a subi un processus d'embourgeoisement. Les capitalistes ont joué et jouent maintenant un rôle croissant et explicite dans ces partis et ces mouvements.

Les mouvements fondamentalistes gradualistes, contrairement aux réformistes les plus néolibéraux, favorisent un programme politique conservateur, confessionnel, sexiste, homophobe et hostile aux salariés.

C'est aussi une erreur de voir le fondamentalisme comme une expression déviée ou détournée de

l'anti-impérialisme. Les fondamentalistes placent la lutte sur le plan d'une bataille de cultures et de religions. Ils considèrent l'impérialisme comme un conflit entre « Satan » et les fidèles opprimés. À cet égard, les fondamentalistes islamiques font écho à la conception de Samuel Huntington du monde en tant que « choc des civilisations », où la lutte contre l'Occident repose sur un rejet de ses valeurs et de son système religieux plutôt que sur les relations internationales d'exploitation.

Ainsi, ils n'ont pas de vision du monde anti-impérialiste. Les ailes djihadistes et gradualistes du fondamentalisme islamique ont d'ailleurs tout deux eu des sponsors étatiques impérialistes et régionaux à différents moments de leurs histoires.

### CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE

En réalité, les différentes forces fondamentalistes islamiques constituent la deuxième aile de la contre-révolution, la première étant les régimes existants. Au lieu de se tourner vers l'une ou l'autre de ces deux forces, la gauche doit se concentrer sur la construction d'un front indépendant, démocratique et progressiste qui tente d'aider à l'auto-organisation des travailleurEs et des oppriméEs. C'est seulement à travers ce processus que notre camp peut se considérer comme une classe avec des intérêts communs avec d'autres travailleurEs, et opposé aux capitalistes. Les politiques progressistes doivent être fondées sur la défense et l'encouragement de l'auto-organisation des classes populaires dans le but de lutter pour

la démocratie. Les luttes des salariéEs à elles seules ne suffiront pas pour unir les classes des salariés. Les organisations de gauche dans ces luttes doivent également défendre la libération de touTEs les oppriméEs (femmes, minorités religieuses, communautés LGBT, groupes raciaux et ethniques opprimés...).

Qu'est-ce que cette analyse signifie pour les questions stratégiques et tactiques dans la lutte ? Cela ne signifie pas que la gauche devrait refuser les unités d'actions dans un contexte particulier pour des demandes précises avec les secteurs gradualistes du fondamentalisme islamique. Si ces actions peuvent faire progresser la cause des exploitéEs et des oppriméEs, alors une telle unité d'action tactique est juste. Des alliances tactiques à court terme peuvent être faites avec le diable, mais ce diable ne doit jamais être confondu avec un ange. Il ne devrait pas y avoir d'orientation à long terme basé sur une unité stratégique avec les fondamentalistes gradualistes.

La gauche doit construire sa propre organisation politique et participer à la lutte pour la libération et la démocratie, parfois en unité tactique avec les fondamentalistes gradualistes, mais toujours dans la perspective de gagner les exploitéEs et les oppriméEs et les éloigner de cette seconde force de la contre-révolution. □

1) Gilbert Achcar, « Islamic fundamentalism, the Arab Spring, and the Left », *International Socialist Review*, n°103, hiver 2016-2017. Cela ne signifie pas cependant que des organisations fascistes ne peuvent pas apparaître dans des pays extérieurs au monde occidental, en particulier avec l'émergence, au cours des dernières décennies, de nombreux nouveaux centres d'accumulation de capitaux – nouveaux pays industrialisés qui ont une influence politique certaine et sont des sites d'investissements régionaux importants.



Un groupe de manifestants pro-Frères musulmans tenant le signe de la Rabia et faisant le geste associé lors d'une manifestation tenue en octobre 2013. © Hamada Elrasam for VOA / Wikicommons

# Acte 3 de la lutte des sans-papiers en France

PAR LA COMMISSION NATIONALE IMMIGRATION ET ANTIRACISME DU NPA

*Depuis plus mois, les mobilisations des sans-papiers ont connu un caractère massif, avec plusieurs milliers de personnes dans les rues à diverses reprises. Elles ont été en juin dernier une aile marchante du mouvement social, déboulant alors que bien des militantEs restaient encore cloîtréEs dans l'après-confinement et que le gouvernement avait interdit la manifestation.*

**L**es sans-papiers en France sont entre 300 000 et 400 000, d'après les estimations car il n'y a aucune statistique officielle, c'est-à-dire un petit nombre, représentant entre 0,5 et 1 % de la population adulte. Sans aucun revenu, menacéEs d'expulsion, ils peuvent être envoyés dans les CRA (centre de rétention administrative) antichambre de l'expulsion, où la rétention peut durer jusqu'à 90 jours.

## PRÉCAIRES PARMIS LES PRÉCAIRES

Sans droit au logement sauf un hébergement d'urgence saturé, beaucoup sont condamnéEs à vivre dans la rue. Sans aucun droit, ils et elles sont exploitéEs dans les pires conditions. Les employeurs petits et grands sont bien contents d'utiliser cette main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Ces « premiers de corvée » travaillent dans le bâtiment, la restauration, la livraison, vident les poubelles, font le ménage, s'occupent des personnes âgées... Pendant l'épidémie de Covid, ils et elles ont continué à travailler dans les pires des conditions ou ont perdu leur emploi et leur petit revenu. En France, ceux que l'on appelle les « sans-papiers » n'ont aucune ressource. La seule protection dont ils bénéficient est l'AME (aide médicale d'État), couverture maladie pour les personnes en situation irrégulière, que l'État a voulu supprimer à plusieurs reprises. En dehors de cela, ils n'ont droit à aucune aide. Les demandeurs d'asile bénéficient d'un logement provisoire et d'une faible allocation tant que leur demande est en examen. Dès qu'ils et elles sont déboutés, ils et elles n'ont plus aucun droit, toute

aide est supprimée et ils et elles sont renvoyéEs du logement qui leur avait été attribué. Or, 70 % des demandes d'asile sont refusées. La France détient un des records européens ! Depuis le début des années 2000, les lois se sont durcies, réduisant comme peau de chagrin les possibilités de régularisation et entraînant des expulsions massives du territoire.

## APRÈS UNE PÉRIODE DE RECUL, UN RÉVEIL DES LUTTES

Des luttes de sans-papiers ont éclaté à plusieurs reprises dans l'Histoire : un mouvement massif dans les années 80/90 ainsi que les grèves des travailleurs sans-papiers en 2006/2008. Mais ces dernières années, le mouvement des sans-papiers s'était considérablement affaibli du fait de la répression et de la démoralisation. Les associations de solidarité et de soutien aux sans-papiers se sont plutôt développées mais le mouvement auto-organisé, animé par des collectifs de sans-papiers comme on en a connu dans les années 80/90 s'était réduit. Ces dernières années, les pays d'origine de la migration se sont diversifiés créant de nouvelles situations (campements, centres d'hébergement...) aussi bien pour les migrantEs que pour le mouvement de solidarité.

Un nouveau mouvement s'est en effet développé après 2015, moins lié aux collectifs de sans-papiers traditionnels et souvent dominé par une logique humanitaire.

Mais face à la politique ignoble des gouvernants, il est apparu clairement à tous les bénévoles, les militants de la défense des réfugiéEs et migrantEs que

l'action humanitaire, bien que nécessaire, ne suffisait plus.

Il fallait s'unir, se coordonner afin d'impulser un mouvement national fort, sur le terrain politique. Le 18 décembre 2018, la Marche des solidarités et la confédération syndicale de la CGT (Confédération générale du travail) ont appelé à la journée internationale des migrants. Cette fois, l'unité entre syndicats, collectifs de sans-papiers et associations s'est réalisée, même si l'appel à participer venant de la direction de la CGT n'a pas ou peu été suivi par les sections syndicales de base.

La Marche des solidarités est le nom d'une manifestation contre le racisme qui s'était tenue en mars 2018 à l'occasion de la journée internationale contre le racisme, regroupant des collectifs de sans-papiers et des comités de victimes des violences racistes de la police. Maintenu sous forme d'un cadre très souple, elle avait organisé les manifestations contre la loi asile-immigration du gouvernement Hollande qui durcit la situation des migrantEs. Organisant à nouveau une manifestation contre le racisme en mars 2019 puis le 18 décembre de la même année, c'est elle qui a été à l'origine des mouvements récents.

## ACTE 1

À la surprise générale, le 30 mai 2020, peu de temps après la sortie du confinement, un appel à manifester pour la « régularisation des sans-papiers » et « contre la bombe sanitaire », lancé par



la Marche des solidarités, a suscité une forte mobilisation parmi les sans-papiers à Paris et la manifestation, interdite, a pu avoir lieu en débordant les effectifs policiers.

Dans les jours et les semaines qui ont suivi, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières à la suite de l'assassinat de G. Floyd aux États-Unis.

## ACTE 2

Le 20 juin, un nouvel appel est lancé : des dizaines de milliers de sans-papiers et soutiens ont manifesté à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Rennes, Montpellier, Strasbourg, Rouen et dans de nombreuses autres villes.

## ACTE 3

Mais le président Macron n'a eu aucun mot, pas le plus petit signe de reconnaissance pour les sans-papiers qui ont manifesté. Il est resté sourd à leurs revendications : la régularisation, un logement, la fermeture des CRA.

Alors, sur la base de l'extension des manifestations du 20 juin et de la création de nouveaux collectifs de sans-papiers, il a été décidé de frapper plus fort en organisant l'Acte 3. Il s'agissait cette fois d'organiser de la mi-septembre au 17 octobre des marches de plusieurs villes du pays qui devaient converger vers Paris, pour une manifestation nationale le 17 octobre. C'était un pari assez insensé, en pleine période de Covid et de mesures autoritaires interdisant rassemblements, manifestations, etc. Et pourtant cela a marché dans tous les sens du terme. Des marches sont parties suivant quatre axes géographiques et parcourant 92 villes étapes : Sud : départ de Marseille le 19 septembre, Valence, Montpellier, Grenoble, Annecy, Lyon ; le Grand Ouest : Rennes, Alençon... ; Le Nord : Lille, Beauvais, Rouen ; l'est : Strasbourg, Nancy, Metz, Verdun...

L'appel a été soutenu par près de 300 organisations, locales ou nationales dont vingt collectifs de sans-papiers, des associations ou ONG, des syndicats et de nombreux collectifs locaux sur tout le territoire. Au-delà des revendications mises en avant, ce qui s'est joué autour de ces marches, c'est la construction d'un mouvement sur la durée. La condition était que les marcheurs soient les principaux

intéressés, les sans-papiers. Mais cela n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu dans les villes, villages accueillant une mobilisation formidable, très émouvante de soutiens, de bénévoles rivalisant d'idées et de générosité pour héberger, ravitailler, soutenir les marcheurs et marcheuses.

## COMMENT EXPLIQUER UNE TELLE MOBILISATION ?

Le travail de la Marche des solidarités depuis plusieurs années a porté ses fruits. Depuis les manifestations de mai et juin, une dynamique s'est créée. En plus des collectifs historiques de sans-papiers, on a assisté à l'émergence de nouveaux collectifs ouverts à une plus grande diversité de nationalités. Cela ne va pas sans difficultés, que ce soit dans les collectifs anciens ou nouveaux. L'auto-organisation est toujours difficile : rivalités, conflits de pouvoir, conservatisme, la faible politisation pour certainEs, la peur face à la répression... Du côté des soutiens, il y a la radicalisation politique d'un tissu large de solidarité avec les migrantEs qui ont fait l'expérience de l'impasse de la seule logique humanitaire ; la colère des migrantEs qui n'en peuvent plus d'attendre leur régularisation et qui n'ont plus rien à perdre.

Mais il y a aussi les facteurs objectifs : paradoxalement la destruction des campements de migrantEs en 2016 a conduit à diffuser dans tout le territoire la présence de migrantEs et la naissance de collectifs de solidarité.

L'ambiguïté et l'hypocrisie de la politique du confinement qui confinait d'un côté et laissait à la rue les migrantEs, les abandonnant à une misère accrue. Enfin l'espoir suscité chez les sans-papiers par les nouvelles régularisations massives en Italie ou au Portugal (malgré toutes leurs limites).

## LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE À PARIS

Le jour J, la Marche nationale des sans-papiers est arrivée à Paris. Malgré l'interdiction de manifester dans tout l'ouest parisien qui la visait, malgré le couvre-feu. L'objectif de marcher vers l'Élysée avec arrivée à la Concorde a été refusé. Les autorités ont dû afficher publiquement leur détermination à empêcher que les Sans-Papiers puissent viser cet objectif politique. Mais devant l'ampleur prévue de la manifestation le pouvoir a cherché jusqu'au bout à démontrer qu'il respectait, « en

même temps », le droit de manifester... à condition que le parcours soit vidé de son contenu politique et se dirige vers les quartiers populaires.

Malgré l'interdiction, la manifestation a eu lieu sur un trajet accordé à une autre manifestation, les organisateurs, des syndicats de la CGT, affichant une solidarité sans faille en laissant l'énorme cortège de la Marche ouvrir leur propre manifestation.

Ce fut une manifestation impressionnante avec des dizaines de milliers de manifestantEs, des dizaines de cars venus de province, la diversité des cortèges, la détermination des Sans-papiers. Cela aura été la plus grosse manifestation du mouvement social depuis des mois.

C'est d'autant plus significatif que la manifestation se tenait au lendemain de l'assassinat d'un professeur par un jeune Tchétchène déclenchant une nouvelle vague de réactions racistes et sécuritaires. Cette manifestation, revendiquant l'égalité des droits et la régularisation de tous les sans-papiers, unissant des dizaines de milliers de manifestants de toutes origines et croyances, était l'antidote aux logiques du pouvoir et de l'extrême-droite aussi bien qu'aux stratégies de la terreur et du désespoir.

Le dimanche qui a suivi la manif, les collectifs de Sans-Papiers, les Marcheurs et Marcheuses se sont réunis en assemblée pour poser les jalons de la suite. Car malgré cette véritable démonstration, un mouvement en progression, rien ne bouge du côté du pouvoir. Le mouvement des sans-papiers doit encore franchir un cap, en s'appuyant sur les liens construits, pour amplifier le rapport de force.

Il est clair que c'est un enjeu pour tout le mouvement social, et au-delà pour toute la société. Accepter des brèches dans l'égalité, surtout quand elles visent des étrangerEs, c'est nous condamner toutes et tous. Le flot de paroles et de mesures islamophobes et liberticides en est une preuve. Comme l'est l'explosion de la pauvreté et des inégalités pas uniquement pour les sans-papiers mais pour toutes les couches populaires.

L'Acte 4 des sans-papiers va commencer. Il devra être plus dur mais aussi et surtout impliquer plus directement et plus fortement encore le mouvement social et politique qui lutte pour l'émancipation des exploités. □

# Italie : Affrontement sur les conventions nationales de travail.

## La grève des métallurgistes

PAR ELIANA COMO\*

*Le 5 novembre, les travailleuses et les travailleurs de la métallurgie (ils sont plus de 1 600 000) ont de nouveau fait grève pour la convention nationale de travail, grève réussie malgré des difficultés importantes et un contexte de forte reprise de la pandémie.*

Quand, au printemps dernier, la crise sanitaire a explosé en Italie, surtout dans les régions les plus industrialisées du Nord, les patrons ont exercé de fortes pressions pour que l'économie ne s'arrête pas. Il fallait maintenir les profits, même si cela signifiait envoyer au massacre les travailleurs et les travailleuses, et mettre en danger la santé de secteurs entiers. Avant que le gouvernement ne décrète enfin le confinement des activités productives, le 22 mars, le virus a pu continuer à se répandre, à cause aussi de ce choix terrible. Dans la province la plus touchée par le Covid, Bergame, où je vis, qui est aussi l'une des zones industrialisées et manufacturières les plus denses d'Italie et d'Europe, 6 100 personnes sont mortes en 2 mois, soit environ 700 % de plus que la moyenne.

### LES PATRONS VEULENT FAIRE PAYER L'ADDITION AUX TRAVAILLEURS/SES

Ces mêmes patrons, en grande partie ceux de la métallurgie, qui, pendant des mois, de façon criminelle et irresponsable, ont fait passer leurs intérêts avant notre santé, veulent maintenant que l'addition soit réglée sur le plan économique et salarial. Addition que la plupart des travailleurs et des travailleuses ont déjà payée, entre le chômage technique (qui, en Italie, ne couvre en moyenne qu'un peu plus de la moitié du salaire) et les centaines de milliers de licenciements de précaires.

La Confindustria (l'association des patrons, équivalent du Medef en France) a déclaré la guerre aux syndicats, par l'intermédiaire de son président, Bonomi, nouvellement élu, qui vient de la Confindustria de Lombardie, c'est-à-dire de la région qui a été principalement responsable des ouvertures forcées des usines en plein Covid. Le nouveau « faucon » des industriels a attaqué les conventions

collectives nationales qui, en Italie, sont, historiquement, le principal moyen de fixer les salaires, mais aussi les droits, les horaires et les conditions de travail (chez nous, en fait, il n'existe pas de loi sur le salaire minimum et ce sont les conventions nationales qui fixent les minima salariaux).

La Confindustria part avec une longueur d'avance vu que, ces dernières années, les conventions collectives se sont peu à peu affaiblies et qu'elles ont, aujourd'hui, déjà perdu une grande partie de leur force historique à cause des continuels renoncements des organisations syndicales confédérales mais aussi de la précarisation toujours croissante du monde du travail et de sa coupure entre contrats d'entreprise et contrats de sous-traitance. En 2018, suite à un renouvellement désastreux de la convention des métallurgistes (la catégorie qui, par le passé, a joué au contraire un rôle moteur dans les négociations), la Confindustria a tiré profit de l'acceptation par les syndicats d'un nouveau type de contrat (le « Pacte pour l'Usine<sup>1</sup> ») qui encadre les salaires en les indexant sur l'inflation (par ailleurs allégée des coûts énergétiques, et donc moindre que celle qui pèse vraiment sur ce que touchent les travailleurs). Avec ce dispositif, les salaires restent fixes (ou augmentent à peine) et on remplace les augmentations en espèces par le *welfare* d'entreprise (assurances maladie et retraite, mais aussi bons d'achat ou essence), qui coûte moins cher aux entreprises et qui n'a pas d'incidence sur les futures retraites des travailleurs. L'éventuelle redistribution des richesses est ainsi limitée aux rares entreprises où le syndicat arrive à obtenir en plus un contrat (supplémentaire ou complémentaire) dans l'établissement lui-même (soit, en Italie, en moyenne, seulement 20% du total) mais c'est variable et le plus

souvent lié à la productivité.

Les syndicats de certains secteurs, malgré ce modèle contractuel, ont réussi pendant ces deux dernières années à obtenir quelque chose de plus de leurs conventions nationales, bien que cela reste dans une dynamique de forte modération salariale et, le plus souvent, en contrepartie de droits sur les aspects réglementaires. Ce sont les métallurgistes qui ont subi l'entièreté de ce modèle contractuel : en 4 ans, leurs salaires mensuels n'ont augmenté que de 40 euros, ce qui est encore moins que les ajustements prévus pour les retraites.

Mais, pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses, le moment est venu de régler les comptes avec la Confindustria qui demande le respect du « Pacte pour l'Usine » sur les salaires, alors qu'elle remet en cause la nature même de la relation de travail et du lien entre le salaire et l'horaire de travail, et qu'elle profite aussi de la diffusion, provoquée par le Covid, du *smartworking* (dans l'urgence, c'est-à-dire sans règles) et de la dangereuse déstructuration des conditions de travail que celui-ci risque d'entraîner<sup>2</sup>.

### LES DONNÉES DE L'AFFRONTEMENT

Cet affrontement, lié aux salaires et aux conventions de travail nationales, est aujourd'hui central dans la situation syndicale italienne d'autant plus qu'il concerne aujourd'hui environ 10 millions de travailleurs et de travailleuses en attente du renouvellement de leur convention nationale, pour certainEs avec un retard de plusieurs années. Dans le secteur privé, sont concernés : la métallurgie, le commerce, la logistique, les services de protection sociale, les multiservices (dans

la plupart des cas les activités contractuelles de nettoyage et de services aux entreprises), les télécommunications, les assurances, l'industrie du bois, celle du textile, les chemins de fer, etc. On peut ajouter tous les travailleurs et toutes les travailleuses du secteur public: organes centraux de l'État, santé, école, université et recherche, ministères, administration publique, etc.

Les travailleurs du secteur du caoutchouc-plastique viennent juste de signer leur convention collective, mais avec une augmentation très faible, à peine supérieure à l'inflation et qui ne prend pas en compte toute l'année 2020.

Les conventions nationales de l'industrie alimentaire et de la santé privée (pour cette dernière après un retard d'au moins douze années) ont été signées elles aussi mais, immédiatement après, elles ont été boycottées par de nombreux patrons de ces deux secteurs qui n'ont plus adhéré à ces conventions et en ont choisi d'autres, mieux « adaptées » (bien que les syndicats le demandent depuis longtemps, il n'y a pas, en Italie, de loi qui impose aux entreprises d'appliquer une convention nationale plutôt qu'une autre et, depuis longtemps, les conventions signées par des « syndicats pirates » pour faire faire des économies aux entreprises sont de plus en plus nombreuses).

L'enjeu est donc important et ne concerne pas que les salaires et les droits de 10 millions de travailleurs et de travailleuses, mais aussi le rôle même de la convention de travail nationale dans une situation très compliquée, à cause de la crise économique mais aussi vu les difficultés de mobilisation et celles de l'activité syndicale elle-même à cause des mesures anti-Covid (même faire les assemblées sur les lieux de travail est devenu difficile). Tout cela alors que de plus en plus d'établissements vont jusqu'à annuler la négociation d'entreprise.

### LA GRÈVE DE LA MÉTALLURGIE

Le point de conflit le plus important est celui des métallurgistes. Depuis quelques jours, Federmeccanica (l'association des patrons de la métallurgie) a rompu la négociation qui était en cours depuis presque un an et qui avait été stoppée pendant des mois à cause du Covid. Le conflit porte explicitement sur la question salariale. D'un côté, les patrons qui ne veulent pas accorder de véritables augmentations mais seulement le *welfare*

d'entreprise, en renvoyant la négociation au niveau de chaque usine ; de l'autre, les trois principaux syndicats qui, de façon pour le moment unitaire, demandent enfin de vraies augmentations (8 % sur les minima des grilles de salaires, 140 euros par mois, en moyenne), pour un secteur dont les salaires, depuis cinq ans, sont pratiquement bloqués.

Le conflit n'est pas seulement sur le fond : il est aussi idéologique, surtout pour les entreprises, qui se sentent bien représentées par la Confindustria et par son faucon « Bonomi ».

Le 5 novembre, les métallurgistes se sont enfin mis en grève. Il n'a pas été facile de créer un climat de lutte, de construire une volonté de mobilisation dans les entreprises mais, finalement, les « salopettes bleues » se sont de nouveau mobilisées et, dans beaucoup d'usines, surtout dans le Centre-Nord, la production a été arrêtée. C'est un résultat non négligeable, vu que la crise sanitaire atteint de nouveau des niveaux très préoccupants et que, dans certaines régions, il n'a pas été possible de manifester à cause des nouvelles restrictions sanitaires, même si cela n'a pas empêché d'organiser de nombreux rassemblements devant les entreprises et les sièges de la Federmeccanica. Vendredi prochain, ce sera au tour des agents d'entretien et de service, qui attendent depuis sept ans une augmentation des salaires. C'est une catégorie très fragile, soumise à un chantage permanent mais qui décide enfin de faire grève.

Espérons que ces initiatives ne sont qu'un début, parce que la vraie question c'est de pouvoir continuer sur une longue période une contestation d'ensemble où puisse se jouer un véritable affrontement de classe. En sachant aussi que les trois syndicats n'ont pas la même capacité de résistance et que la Fiom<sup>3</sup> elle-même (celle qui est la plus capable de mobiliser les travailleurs) paye très cher de graves erreurs commises ces dernières années, à partir de l'acceptation calamiteuse de la convention nationale précédente qui, de fait, a ouvert la voie au modèle salarial auquel les patrons aspirent maintenant.

### LA NÉCESSITÉ D'UNE INITIATIVE D'ENSEMBLE

Il est important de lier la contestation des métallurgistes à la crise plus générale causée par l'urgence sanitaire, y compris pour éviter que la droite négationniste n'instrumentalise le malaise et la colère du pays tout entier par rapport aux choix du gouvernement, qui

pendant ces derniers mois a laissé sans solution les questions centrales que sont la santé, l'école, les transports publics et le dépistage. Ce qui serait surtout utile aujourd'hui, ce serait une initiative d'ensemble de toute la confédération, pour regrouper l'ensemble des désaccords concernant les conventions de travail, unifier les initiatives de luttes isolées et créer un climat de mobilisation générale de l'ensemble du monde du travail, en réaction à l'attaque massive de la Confindustria, tout en demandant au Gouvernement de garantir la santé, la sécurité et les revenus face à une seconde vague du Covid très dangereuse.

Jusqu'à présent, les syndicats, y compris la Cgil<sup>4</sup>, ont choisi la voie de la modération et de la concertation, en centrant tout sur le seul blocage des licenciements jusqu'au mois de mars (mesure très importante mais qui ne répond qu'en partie au malaise du pays tout entier) en espérant obtenir quelques bricoles du gouvernement par rapport à la contestation des conventions collectives, par la réduction des impôts sur les augmentations salariales. C'est une véritable erreur parce que cela ferait payer à la collectivité et à l'État providence cette redistribution des richesses que les patrons ne veulent pas faire. S'il y a une chose que le Covid devrait nous avoir enseignée, c'est que, à commencer par la santé publique, on ne touche pas à l'État providence. Nous devrions plutôt exiger du gouvernement qu'il intervienne sur la défense de l'emploi et sur la redistribution du travail, à partir de la réduction du temps de travail et de l'abaissement de l'âge de la retraite. Nous devons faire céder les patrons sur les conventions nationales et les salaires à partir des luttes des métallurgistes qui, malgré les difficultés qu'elles rencontrent, représentent, après tant d'années, une possibilité de relever la tête. Espérons que l'occasion ne sera pas de nouveau gâchée. □

*Traduction de Bernard Chamayou.*

\*Eliana Como est membre de la direction nationale de la CGIL, porte-parole de l'opposition de gauche dans la Confédération.

1) L'accord entre les syndicats et la Confindustria sur le "nouveau modèle de relations contractuelles et industrielles", a été signé le 28 février 2018 – NDT.

2) « Flexibiliser » en est le maître-mot. Cela rejoint aussi certains aspects du *welfare* d'entreprise dont il a été question plus haut. NDT.

3) Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes.

4) Confédération Générale Italienne du Travail (équivalent de la CGT), dont la Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes fait partie.

# Kanaky : l'accès à la pleine souveraineté est inéluctable

PAR MINA KHERFI\*

*46,74 % pour le oui à l'indépendance, 53,26 % pour le non, le 4 octobre 2020, au sortir de ce deuxième référendum pour l'accès à la pleine souveraineté de Kanaky – Nouvelle Calédonie. Ces résultats nous montrent que la volonté d'émancipation du peuple kanak n'a jamais été aussi forte, puisque ce sont près de 80 % des Kanak qui se sont exprimés pour le oui.*

**E**t ce sont les indépendantistes qui ont fait la fête le soir du 4 novembre, tandis que les anti-indépendantistes qui s'attendaient à un raz de marée contre l'indépendance font grise mine.

## LES INDÉPENDANTISTES GAGNENT ENCORE DU TERRAIN !

Et c'est à nouveau une grande victoire pour les indépendantistes dont le poids progresse de façon considérable. 43,3 % en 2018, 46,7 % en 2020 ; le oui a gagné 11 334 voix de plus ce 4 novembre 2020 ! tandis que le non à l'indépendance n'en a gagné que 2 769, il n'y plus que 9 000 voix d'écart entre le oui et le non. Les indépendantistes s'étaient fixé comme objectif de mobiliser les abstentionnistes dont l'un des plus forts réservoirs étaient les îles et de gagner des points sur Nouméa et sa banlieue. On peut dire que ces objectifs ont été atteints. Ce qui donne beaucoup d'espoir pour le troisième référendum (en 2022), car trois référendums ont été négociés et sont inscrits dans les accords de Nouméa de 1998<sup>1</sup> : processus de "décolonisation" qui prévoit qu'en cas d'un deuxième non à l'indépendance, un nouveau référendum pourra être organisé à la demande d'un tiers des membres du Congrès, (sachant que 26 élus sur 54 sont indépendantistes). Cette demande ne pourra toutefois intervenir qu'à partir du 4 avril 2021.

## LE TAUX DE PARTICIPATION EST CONSIDÉRABLE

85,7 % de participation : on le doit en partie à la mobilisation de la jeunesse qui s'est fortement mobilisée, jeunesse souvent discriminée et marginalisée qui voit dans l'indépendance une perspective d'amélioration de son quotidien. Et aussi à la participation de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanak

et des exploités) et du PT (Parti travailliste)<sup>2</sup> qui ont largement appelé leurs adhérents et sympathisants à voter pour un oui massif, une unité quelque peu retrouvée avec les autres partis indépendantistes. En 2018, ils avaient appelé à la non-participation (en raison de nombreuses fraudes et irrégularités dans la composition du corps électoral).

Il est certain également que des personnes qui avaient voté non au premier référendum sont passées dans le camp du oui. Par exemple, le nouveau parti l'Éveil océanien (issu de la communauté wallisienne) n'avait pas donné de consigne de vote, mais il est probable qu'une partie de ses électeurs se soient portés vers le oui. L'un des éléments nouveaux en 2020 est que, après de rudes batailles entre indépendantistes et non indépendantistes lors d'une réunion à Matignon, un accord a été dégagé autorisant les Kanak, dépendant du droit coutumier<sup>3</sup> (la grande majorité des Kanak) à être inscrits automatiquement sur la liste électorale pour ce référendum. Ils ont ainsi évité des tracasseries administratives inutiles pour justifier de leur légitimité à voter – ce qui est évidemment un droit minime au regard des nombreuses discriminations subies par les Kanak depuis tant d'années. Cet accord permettait aussi l'inscription aux personnes de droit commun (non kanak) nées sur le territoire et ayant trois ans de résidence ! Ainsi, 11 222 personnes avaient pu être inscrites d'office dont 3 764 appartenant à cette deuxième catégorie.

## LE CORPS ÉLECTORAL, ENJEU MAJEUR DU RÉFÉRENDUM

Les Kanak considèrent que leur revendication a été noyée par les flux migratoires, qui les ont rendus minoritaires au début des années 1970. Ils constituent aujourd'hui 39 % de la population.

Les indépendantistes ont réussi à faire voter un texte qui empêche les personnes (métropolitains pour la plupart) arrivées après 1998 de prendre part à ce référendum.

Récemment, une offensive a été relancée contre le gel du corps électoral. Le 17 octobre dernier, des milliers de personnes ont manifesté, drapeaux bleu blanc rouge par milliers, chantant la Marseillaise à pleins poumons, pour réclamer la réintégration de 41 000 français (selon eux) exclus du droit de vote, pour l'essentiel métropolitains.

Mais les indépendantistes l'ont dit et répété : le gel du corps électoral est le pilier principal de la revendication d'indépendance du peuple kanak. Jamais ils ne céderont.

Ainsi pour l'Union calédonienne (composante du FLNKS), « il n'est pas question, au nom de la démocratie, de revenir sur la composition du corps électoral et de tenter à nouveau de noyer numériquement les Kanak et de les spolier de leur droit inné et actif à l'autodétermination. »

## LES INDÉPENDANTISTES SONT DANS UNE DYNAMIQUE POSITIVE

Ils ont mené une belle campagne, sur tout le territoire, en rassurant les indécis, sur les financements de l'indépendance, de la santé ou des retraites, sur la reconnaissance et la place de chacun, sur la double nationalité, sur la période de transition (avant que l'indépendance devienne effective), etc. Et ce n'était pas gagné, car dans les tribus, beaucoup de gens n'ont que le minimum vieillesse pour vivre. Ils ont peur que ça disparaisse, il fallait leur expliquer que tout



cela ne vient pas de la France !

Le pays est riche, mais 25% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Il y a trop d'écarts entre les riches et les pauvres. Les classes défavorisées espèrent que l'accession du pays à sa souveraineté amène une amélioration de leurs conditions de vie.

### UNE CAMPAGNE TENDUE ET FRONTALE

Les partis de droite ont fait campagne en jouant sur les peurs, l'insécurité, les risques pour l'avenir de la santé, etc., bref sur l'idée que l'indépendance c'était le chaos – une campagne de mensonges et des arguments infantilisants.

Les résultats nous montrent que les bons résultats du oui proviennent aussi d'un vote non kanak, de personnes qui n'adhèrent plus aux arguments frauduleux de cette droite dure. De nombreux calédoniens ne croient plus en ces discours et veulent aussi en finir avec ce modèle colonial qui appartient au passé.

En réaction aux aboiements de la droite, la jeunesse kanak s'est emparé (bien plus qu'en 2018) du drapeau de Kanaky : on a vu le soir du 4 novembre des défilés avec les drapeaux, comme emblème de sa liberté.

Une nouveauté dans la campagne est la création en août 2020, du MNSK (Mouvement nationaliste pour la souveraineté de Kanaky), alliance entre le MNIS (Mouvement néo-indépendantiste et souverainiste), le PT et l'USTKE, qui se veut une force de propositions en dehors du FLNKS<sup>4</sup> (verrouillé depuis des années). Ce mouvement qui a su lancer une dynamique au sein de la jeunesse notamment, souhaite construire la nation de Kanaky avec toutes les communautés, tout en évitant que le peuple kanak soit considéré comme une communauté parmi d'autres, noyé dans un peuple calédonien.

### TROISIÈME RÉFÉRENDUM

Les indépendantistes ont prévenu qu'ils veulent aller à ce 3<sup>e</sup> référendum et qu'ils iront jusqu'au bout. À l'issue de sa convention à Bourail le 17 octobre dernier, le FLNKS a appelé à déclencher le processus, au plus vite, en avril 2021.

Si, à l'occasion d'un prochain référendum, la progression du « oui » à l'indépendance est équivalente à celle entre 2018 et 2020, la Nouvelle-Calédonie sortira effectivement de la République française et deviendra la Kanaky. Quand on analyse les votes, on voit que c'est désormais

possible. Les réserves de voix sont en effet dans les zones plutôt favorables au oui : la Province des Îles Loyauté et les quartiers populaires du grand Nouméa.

Avec sa courte victoire, la droite est amère, elle souhaiterait éviter un troisième référendum qui laisserait, de toute façon, la moitié de la population frustrée. L'AEC (Avenir en confiance), parti de droite, affirme que « *s'engager à réitérer la même question dans deux ans, c'est continuer à plonger le pays dans l'incertitude et le paralyser.* » Que le oui gagne en 2022 de peu, ou que le non l'emporte avec seulement 1 ou 2 points d'avance, la confrontation risque d'être violente, menace-t-il ! Il en appelle à l'État pour qu'il sorte de sa « neutralité » et soit plus interventionniste.

Signe de cette tension, et inquiet de la progression du oui, Macron a dépêché au lendemain du référendum son ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, qui est resté – fait rarissime – 23 jours sur le territoire pour déminer le terrain et tenter de renouer le dialogue entre la droite et les indépendantistes, qui ne se parlent plus depuis des mois. Le ministre a réuni – à huis clos et sur un îlot, bien à l'abri des regards – le FLNKS et les partis de droite (en excluant le MNSK). Il souhaite une solution qui convienne à tous.

Mais le FLNKS a prévenu « *qu'il n'engagera des discussions que sur la base de son projet politique d'accession à la pleine souveraineté et à l'indépendance* ». Quant au PT, il souhaite clore le contentieux colonial, affirmant sa volonté d'accéder à la souveraineté pleine et entière, et de discuter par la suite des relations d'interdépendance ou de conventions bilatérales.

### L'USINE DU SUD, UN DOSSIER BRULANT

La filière du nickel est la ressource principale du territoire, qui détient près du quart des ressources mondiales. Pour les indépendantistes, la maîtrise de ces ressources énergétiques, de leur exploitation et de leur exportation est un enjeu majeur.

L'usine de nickel Vale NC, située dans la province Sud, déficitaire depuis des années, menace de cesser ses activités à la fin de l'année. Ces sont près de 3 000 emplois qui seraient menacés, dont 1 350 directs.

Elle recherche activement un repreneur, étudiant les propositions de gros investisseurs étrangers (australien, suisse). Aux dernières nouvelles, un géant du trading, Trafigura, serait en bonne place pour remporter la mise.

De l'autre côté, un important collectif,

l'ICAN (l'Instance coutumière autochtone de négociation), composé des partis indépendantistes, des chefferies du sud du territoire, associations et syndicalistes, a été créé et s'oppose à la reprise du site par des intérêts étrangers.

Ils proposent que l'usine du sud soit reprise par une entreprise du pays, la Sofinor, détenue majoritairement par la province nord, indépendantiste, en alliance avec la société Korea Zinc (projet rejeté récemment par Vale). Des mobilisations importantes se sont succédées ces derniers mois à l'initiative des indépendantistes.

L'USTKE, conscient des enjeux qui entourent cette opération, a lancé une grève générale le 30 octobre dernier, pour alerter sur la nécessité de maintenir les emplois tout en s'assurant que les intérêts du pays (économiques, sociaux et environnementaux) soient bien pris en compte et ne soient pas bradés au profit d'entités extérieures prêtes à faire un coup financier.

### QUEL AVENIR INSTITUTIONNEL

De multiples chemins ont été évoqués : de l'indépendance intégrale au fédéralisme, en passant par le maintien du statut actuel, ou bien l'État associé.

Depuis les années 1980, les autorités françaises n'envisagent l'indépendance du territoire que sous une forme qui maintienne la tutelle de la France. Le rapport Mélin-Soucramanien de 2013 présente différentes hypothèses : indépendance dite « pure et simple », c'est-à-dire indépendance avec accords de coopération sur le modèle franc-africain ; souveraineté avec partenariat ; autonomie étendue. Ainsi l'État français est prêt à « lâcher un peu pour ne pas tout perdre ».

Quoi qu'il en soit, l'accès à la pleine souveraineté est inéluctable, c'est le sens de l'histoire, le peuple kanak l'a démontré par sa lutte exemplaire : jamais il ne lâchera ! □

\*Mina Kherfi est représentante USTKE en France

1) L'accord de Nouméa prévoit également le transfert progressif de certaines compétences de la France vers la Kanaky, dans différents domaines (travail, droit civil, enseignement du 2<sup>e</sup> degré, droit commercial, maritime, etc.), à l'exception des compétences régaliennes (défense, sécurité, justice, monnaie, affaires étrangères, etc.) qui ne seraient transférées qu'en cas d'indépendance.

2) L'USTKE est le principal syndicat indépendantiste kanak, et le PT est son expression politique, créé en 2007.

3) Le statut civil coutumier est, en Kanaky, un régime de droit civil dérogeant au code civil français, reconnu aux Kanak. Les personnes de statut civil coutumier sont régies par « leurs coutumes » en matière de droit civil, donc surtout en ce qui concerne les affaires familiales, de succession ou de gestion des terres et biens coutumiers.

4) Le FLNKS, Front de libération nationale kanak et socialiste, est la plus importante force politique indépendantiste kanak.

# Lénine et le parti : une question d'actualité

PAR JULIEN SALINGUE ET UGO PALHETA\*

*Plus de 100 ans après la révolution russe, retour sur l'un des apports majeurs de Lénine : une rupture avec toute vision linéaire de l'histoire – et de la révolution – et ses conséquences pratiques/organisationnelles. C'est en effet de cette rupture que participe la conception léniniste du parti, historiquement située, souvent caricaturée mais pourtant toujours éclairante, a fortiori lorsqu'on l'enrichit de la lecture qu'en a faite Daniel Bensaid.*

**L**e mouvement ouvrier du début du XX<sup>e</sup> siècle, particulièrement dans ses franges réformistes, a souvent agi comme si le temps politique était homogène et uniforme, comme si l'évolution des sociétés – le « mouvement », pour parler comme Bernstein – devait tendre naturellement et spontanément vers le socialisme. Pas de révolution politique, mais une évolution sociologique ; pas un parti stratège, mais un parti éducateur. Étant donnée l'expérience chaotique du XX<sup>e</sup> siècle, rares sont ceux qui raisonnent encore de cette manière. Mais on trouve une autre manière de ne pas prendre en considération les changements de conjoncture, qui consiste à substituer un optimisme volontariste à un optimisme évolutionniste : agir comme si l'offensive, qu'on l'envisage sous la forme de la grève générale ou de l'insurrection, était en chaque moment à l'ordre du jour, comme si les masses n'attendaient qu'un parti *vraiment* révolutionnaire pour se mettre en mouvement, se constituer en classe révolutionnaire et déclencher l'insurrection.

## PARTI ET STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

La dimension stratégique de l'activité révolutionnaire repose sur cette idée apparemment simple, énoncée par Ernesto Che Guevara : « *Le devoir de tout révolutionnaire, c'est de faire la révolution.* » En d'autres termes, le débat stratégique repose sur la conviction partagée que la révolution dérive, non de lois historiques qui la rendraient inévitable,

mais d'un *projet volontaire*, et plus précisément d'un projet de renversement du pouvoir politique bourgeois.

Tel est l'un des apports majeurs de Lénine d'après 1914, qui s'émancipe progressivement de la conception mécaniste d'un Kautsky, convaincu du caractère nécessaire, non contingent, de la révolution. Kautsky écrivait ainsi en 1909, dans *Les Chemins du pouvoir*, « *qu'il ne dépend pas de nous de faire une révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher* ». Si cette formule souligne une évidence – les dynamiques propres et les produits de la lutte des classes ne dérivent pas de la seule volonté des révolutionnaires –, elle a pour effet d'incliner à l'inaction : l'intervention consciente des militants et des organisations révolutionnaires serait inutile dans la préparation d'une révolution, puisque celle-ci doit advenir nécessairement. Les années 1914-1917 seront pour Lénine l'occasion d'un retour critique sur les thèses de Kautsky, jusqu'à la rupture, avec la formulation d'une double problématique stratégique : si le surgissement révolutionnaire n'est pas subordonné à l'activité du parti, l'intervention directe de ce dernier au cœur de la lutte des classes peut jouer un rôle décisif dans le rythme et la tournure des événements ; cette intervention doit tenir compte de la non-linéarité des processus révolutionnaires, déjà remarquablement décrite dans *Que faire ?*, rédigé en 1902 : « *On ne saurait se représenter la révolution elle-même sous forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions*

*plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes*<sup>1</sup>. »

Si le cap stratégique – le renversement du pouvoir politique bourgeois – demeure identique, il n'existe donc pas de voie prédéterminée pour y parvenir, aucun schéma théorique préalablement découvert par la « science socialiste » et que l'on pourrait se contenter d'appliquer. Sur le chemin qui mène à l'abolition des structures d'exploitation et de domination, se dresse ainsi une multitude d'obstacles et de bifurcations, d'impasses et de chausse-trappes, qui interdisent de penser que le plus court trajet vers la révolution serait la ligne droite. Ne jamais abandonner ce fil à plomb de la stratégie révolutionnaire qu'est l'objectif de destruction de l'État capitaliste ne signifie pas que celle-ci serait à portée de main, en tout temps et en tout lieu, comme l'expliquait Daniel Bensaid : « *On ne peut pas détruire cet État n'importe quand et dans n'importe quelles conditions. Se contenter de cet impératif, hors du temps, ce serait simplement jeter les bases d'un volontarisme gauchiste : si la question du pouvoir était posée en permanence, il ne dépendrait que de la volonté politique du parti de passer de l'accumulation syndicale ou parlementaire de forces, à l'accumulation militaire ; donc d'un gradualisme électoral à un gradualisme militaire. Il suffirait en quelque sorte de*





déclarer la guerre à l'État<sup>2</sup>. »

Dans le même temps, affirmer que les révolutionnaires ont des responsabilités particulières dans les succès éventuels des révolutions, que leur intervention est décisive pour approfondir un processus révolutionnaire, c'est admettre qu'ils peuvent également avoir des responsabilités dans leurs échecs, que des erreurs d'analyse, un défaut d'initiative ou au contraire des décisions aventuristes, peuvent compter au centuple dans une situation de montée révolutionnaire. S'il ne dépend donc pas des organisations révolutionnaires que se déclenche une crise prérévolutionnaire, et si elles ne peuvent qu'être minoritaires à l'amorce d'une telle crise, on ne saurait sous-estimer leur rôle, paradoxalement décuplé dans les (rares) situations historiques où les subalternes secouent en masse le joug qui les opprime.

#### LE PARTI NE SE CONFOND PAS AVEC LA CLASSE

Le parti révolutionnaire, dans son acception contemporaine, n'est pas un donné mais un construit, une forme historique particulière qui est née du développement de la classe ouvrière, de ses expériences de confrontation avec la bourgeoisie et des conséquences, pratiques et organisationnelles, qu'en ont tirées les militants et dirigeants ouvriers. Daniel Bensaïd insiste ainsi sur le va-et-vient permanent, chez Marx et Engels, entre le projet de parti au sens strict (le « parti éphémère ») et le parti au sens large (le « parti historique »), entre les regroupements organisationnels ponctuels, empiriquement observables, et le mouvement historique de la classe ouvrière vers son émancipation, autrement dit le devenir-communiste du prolétariat. Lié aux expériences concrètes d'organisation et de luttes de la classe ouvrière en Europe, des révolutions de 1848 à la défaite de la Commune de Paris, en passant par la création de la Ligue des communistes et la fondation de la I<sup>ère</sup> Internationale, ce va-et-vient traduit une tension au cœur du *Manifeste communiste* (que Marx et Engels rédigèrent justement pour la Ligue des communistes, à laquelle ils s'affilièrent). Deux célèbres formules résument cette tension : « *Les communistes*

*ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » ; « *Les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres* ». En d'autres termes, le parti apparaît chez Marx et Engels comme la médiation – l'« opérateur stratégique » – permettant de résoudre l'apparente contradiction entre deux nécessités : représenter et entraîner l'ensemble de la classe, dont seule la mobilisation sur la base de ses intérêts immédiats peut transformer les rapports de force sociaux et politiques ; défendre une orientation politique fondée sur une analyse approfondie des rouages du système capitaliste, dont seule une minorité de la classe peut développer une claire conscience hors des situations révolutionnaires. S'il s'agit donc d'envisager la construction de partis conçus comme autant de regroupements ponctuels, ajustés à une conjoncture particulière de crise politique mettant à l'ordre du jour la prise du pouvoir, le maintien d'une organisation *permanente* regroupant les éléments les plus conscients de la classe ouvrière ne va pas de soi chez Marx et Engels : la décision de dissoudre la I<sup>ère</sup> Internationale en sera l'une des démonstrations les plus éclatantes.

C'est avec Lénine que s'accomplit une « *révolution dans la révolution*<sup>3</sup> ». Le dirigeant révolutionnaire russe est en effet le premier à dénoncer clairement la « *confusion entre le parti et la classe* », et à défendre le principe d'un parti révolutionnaire affirmant son indépendance et, surtout, son autonomie et sa capacité d'initiative politique, au-delà des seules luttes économiques. Tel est l'apport fondamental d'un Lénine évoluant dans une société au sein de laquelle la classe ouvrière demeure extrêmement minoritaire : le parti, s'il n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière, ne peut se contenter d'être la chambre d'écho des revendications du prolétariat, et encore moins

des seuls ouvriers d'usine. Il doit pouvoir, de manière autonome, prendre l'initiative de la lutte politique, en d'autres termes intervenir dans l'ensemble des luttes sectorielles et des couches sociales, poser la question du pouvoir et, partant, refusant de laisser à la bourgeoisie les mains libres sur le terrain proprement politique. Si le prolétariat est la force motrice et décisive du changement social, en raison de sa position dans les rapports



de production, il a son « mot à dire » sur des questions qui ne semblent pas le concerner directement, car ces dernières peuvent participer de l'exacerbation des contradictions entre les classes et précipiter l'ouverture d'une crise révolutionnaire : « [Lénine] comprend parfaitement que les contradictions économiques et sociales s'expriment politiquement, de façon transformée, "condensée et déplacée", et que le parti a pour tâche de déchiffrer dans la vie politique, y compris sous les angles les plus inattendus, la façon dont se manifestent les contradictions profondes<sup>4</sup>. »

#### LE TEMPS POLITIQUE COMME TEMPS CHAOTIQUE

D'où la nécessité du parti d'avant-garde, d'une organisation se posant de manière obstinée la question de la conquête du pouvoir et de la transformation révolutionnaire de la société, et non de la seule représentation de la classe ouvrière et de ses intérêts immédiats dans telle ou telle conjoncture. Si cela suppose une attention constante aux flux et reflux de la conscience politique au sein du prolétariat, de l'évolution de son niveau de

sont celles de l'ensemble de la société, et dépassent la somme des revendications économiques<sup>6</sup> », et d'intervenir concrètement dans la lutte politique en contestant aux classes dominantes leur prétention à la représentation de « l'intérêt général ».

Lénine insiste très tôt, notamment au regard de la révolution de 1905 (dont les formes, en particulier l'apparition des soviets, avaient surpris les bolcheviks), sur la nécessité d'un dialogue

permanent entre le parti d'avant-garde et la classe elle-même, mais aussi d'une analyse constamment actualisée de son niveau de conscience et de confiance, de ses formes d'auto-organisation et de ses luttes concrètes, de ses victoires et de ses défaites. Le parti n'est pas, en ce sens, une organisation définie une fois pour toutes par son avance sur la classe, au nom de la « science » dont il serait l'unique dépositaire ; il est en relation constante avec elle, capable d'ajuster ses analyses, ses revendications et sa tactique, en fonction des expériences de la classe ouvrière, mais sans jamais se dissoudre au sein de cette dernière et renoncer à son rôle spécifique.

Le temps politique n'est pas celui – linéaire – de l'accumulation patiente

de l'opprimé<sup>8</sup> ». La rupture soudaine des liens d'allégeance, qui, en temps normal, font que l'on s'en remet à des professionnels du pouvoir, favorise un élargissement brutal du champ des possibles et la création de nouveaux liens et modes d'organisation, susceptibles de briser les mécanismes bien huilés qui assurent ordinairement la reproduction des rapports de domination et d'exploitation.

De la centralité de la crise révolutionnaire, conçue à la fois comme surgissement et processus, et définie par Lénine comme la situation dans laquelle ceux d'en haut « ne peuvent plus » (diriger comme auparavant) et ceux d'en bas « ne veulent plus » (être dirigés)<sup>9</sup>, découle la nécessité d'une organisation capable de prendre des décisions tactiques hardies et de formuler un projet stratégique faisant le lien entre les aspirations immédiates au changement et les transformations radicales que suppose l'avènement d'une société libérée des rapports d'exploitation et d'oppression. Encore faut-il pour cela disposer d'une boussole commune, ce qui suppose à la fois la capacité collective à tirer les leçons des mouvements d'émancipation et des situations révolutionnaires passées, mais aussi que des milliers de militants aient fait l'expérience concrète, ensemble, de la lutte et des décisions qu'elle impose. C'est en ce sens qu'au cours d'un processus révolutionnaire, l'absence d'une organisation aguerrie et implantée, capable de saisir le sens possible des événements, d'approfondir et d'orienter dans une direction révolutionnaire les dynamiques d'auto-organisation et de politisation, peut coûter cher, en permettant aux classes dominantes, une fois passé l'orage, de maîtriser le jeu politique et de juguler la combativité manifestée par les classes populaires.

#### EN FINIR AVEC LES PARTIS ?

Parmi les organisations traditionnelles, ce sont sans doute les partis qui subissent la crise la plus profonde et la désaffection la plus brutale, d'où l'idée d'une « crise de la forme-parti ». Cette expression demeure imprécise et obscurcit sans doute davantage qu'elle n'éclaire, mais elle a au moins le mérite de tenter de nommer le problème. Il est certain en tout cas que l'époque des partis de masse du mouvement ouvrier organisant une frange significative du



Le 1er mai 2007, entre les deux tours de la présidentielle 2007, grosse manifestation à l'appel de la CGT, de la FSU, de l'UNSA et de SUD Solidaires, de la République à la Nation. En fin de manifestation, le cortège de la LCR. Daniel Bensaïd et Alain Krivine. © Photothèque Rouge / JMB

confiance au gré des luttes de classe (victorieuses ou défaites, menées ou subies), de son hétérogénéité interne, un parti ne saurait se contenter de prendre des initiatives politiques dans les seuls moments de crise de régime : « L'activité essentielle de notre parti, le foyer essentiel de son activité, doit être un travail possible et nécessaire aussi bien dans les périodes les plus violentes d'explosion que dans celles d'accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifié pour toute la Russie<sup>5</sup>. » Il s'agit, en d'autres termes, de proposer – et de donner les moyens – à la classe ouvrière de se regrouper au sein d'une structure permanente qui se fixe pour objectif de répondre collectivement à « des questions qui

de forces en vue d'un affrontement final avec un État peu à peu réduit à une citadelle assiégée, mais celui – chaotique – de l'équilibre mouvant des forces, des accélérations brusques et des ralentissements soudains, de la prise d'initiative au moment propice. Personne n'a mieux souligné que Daniel Bensaïd cet acquis de la politique de Lénine, à savoir le rôle stratégique indépassable que joue la crise révolutionnaire pour toute politique d'émancipation. C'est seulement dans ce type de situation, à la fois « crise politique de la domination » et « crise d'ensemble des rapports sociaux<sup>7</sup> », que peut s'inventer et s'exprimer pleinement une politique faite par et pour ceux d'en bas : une « politique

prolétariat – qu'ils soient de tradition social-démocrate ou communiste –, paraît non seulement lointaine mais quasi-inconcevable pour ceux qui ne l'ont pas connue. À ce rejet répond la tentation, parmi les militants organisés dans des partis, de penser que les classes populaires – et plus largement, la population – seraient *ipso facto* dépolitisées du fait de leur retrait des organisations politiques. Outre qu'il est arrogant d'imposer une définition restreinte de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas, cette idée engage

nullement leur disparition – laisse donc un vide, notamment du côté des subalternes, un vide qu'aucun mouvement « spontané » n'a pu et ne saurait combler durablement.

Que les partis soient généralement méprisés et rejetés, c'est une chose que l'on comprendra sans peine, notamment en observant les partis institutionnels, qui façonnent la représentation des organisations politiques pour la majorité de la population. Mais on ne peut déduire de cela, ni d'ailleurs de l'histoire des organisations poli-

compréhension commune du monde social et d'élaborer collectivement une stratégie pour le transformer ; parti-expérimentateur, capable de prendre des décisions audacieuses, même lorsque d'autres organisations s'y refusent ; parti-catalyseur, visant à surmonter la dispersion de la gauche et des mouvements grâce à des initiatives qui permettront de faire émerger de nouvelles synthèses militantes et politiques ; parti-stratège, en mesure de jouer un rôle décisif dans des situations de crise politique et de bifur-



DR.

un postulat encombrant, et hautement contestable, selon lequel la politisation aurait pour vecteur principal, sinon unique, les partis politiques. Et c'est bien mal connaître le besoin de discussion proprement *politique*, au sens noble du terme, qui caractérise toute une partie du prolétariat, notamment au sein des quartiers populaires. Pour autant, une politique sans partis a de fortes chances de demeurer chez beaucoup une « antipolitique », réduite à un refus principal de « rentrer dans le jeu » et empêchant de disputer le terrain politique aux partis traditionnels, ou pire, « une politique fusionnelle sans médiations<sup>10</sup> », autrement dit un rapport de délégation, donc de dépossession, entre des individus isolés et des « personnalités politiques » libérées de tout collectif partisan mais fortement dépendants des pouvoirs établis (du Capital ou des États). La crise des partis de gauche – qui d'ailleurs ne signifie

tiques au XX<sup>e</sup> siècle, que tout parti, peu importe ses orientations politiques, son organisation interne et son degré d'intégration à l'État, est voué à n'être qu'un aréopage d'opportunistes, à jouer un rôle politiquement conservateur ou à connaître une dérive bureaucratique. Le parti apparaît en fait aussi problématique que nécessaire pour tout projet politique prenant au sérieux les situations de crise révolutionnaire. Problématique car ses succès le soumettent inmanquablement aux « dangers professionnels du pouvoir » mis en évidence, dès la fin des années 1920, par le révolutionnaire bolchevik Kristian Rakovsky<sup>11</sup>. Nécessaire par les fonctions qu'un parti peut (seul) accomplir véritablement : parti-éducateur, formant politiquement ses membres par un travail continu de transmission théorique et historique, ainsi que par l'expérience militante ; parti-intel-

lection historique, en mettant à profit l'expérience passée des mouvements d'émancipation. □

\*D'après la préface et la postface de la réédition aux Prairies ordinaires (2016) de Daniel Bensaid, *Stratégie et parti*.

1) V. I. Lénine, *Que Faire ?*, V<sup>e</sup>, c), (1902).

2) Daniel Bensaid, *Stratégie et parti*, pp. 69-70 (édition de 2016 aux Prairies ordinaires).

3) Idem, p. 36.

4) Idem, p. 157.

5) V. I. Lénine, *Que Faire ?*, V<sup>e</sup>, c), op. cit.

6) Daniel Bensaid, *Stratégie et parti*, op. cit, pp. 158-159.

7) Daniel Bensaid, « Lénine ou la politique du temps brisé », *Critique communiste*, automne 1997, n°150, <http://danielbensaid.org/Lenine-ou-la-politique-du-temps>.

8) Daniel Bensaid, « Pour une politique de l'opprimé », 1997, <http://danielbensaid.org/Pour-une-politique-de-l-opprime>.

9) V. I. Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, 9, (1920).

10) Daniel Bensaid, « Un communisme hypothétique », 2009, <http://danielbensaid.org/Un-communisme-hypothetique>.

11) Kristian Rakovsky, « Les dangers professionnels du pouvoir », lettre du 06/08/1928, <https://www.marxists.org/francais/rakovsky/works/kr28dang.htm>.

# À quoi ça sert un parti ?

PAR CHRISTINE POUPIN

*À de trop rares et trop courts moments, les exploités et les opprimés surgissent sur la scène politique, bousculent la routine, comme ce fut cas avec la mobilisation des Gilets jaunes, semant alors la panique dans les rangs des dominants et de ceux qui les servent. Mais force est de constater qu'aujourd'hui, et depuis plusieurs décennies déjà, les dominés sont dépourvus d'une expression politique propre, durable.*

L'idéologie des dominants domine. Ce sont eux qui dictent les sujets du débat public, imposent leurs « réponses » comme les seules possibles – sinon légitimes. Ils modèlent la compréhension commune du monde. Si des résistances existent, les subalternes peinent non seulement à parer les coups portés à leurs conditions de vie et à leurs droits, mais aussi à imposer leurs propres préoccupations, leurs propres urgences, à formuler leurs propres solutions et projet de société et plus encore à engager le combat pour disputer le pouvoir et changer la société. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui les outils dont se doteront les exploités et opprimés pour en finir avec le capitalisme et instaurer leur propre pouvoir car ils s'inventeront concrètement dans le mouvement même qui rendra possible cette révolution. Gardons en tête que les différentes formes de partis de masse qui ont existé (social-démocrate, léniniste) sont les fruits de périodes historiques très différentes de celle dans laquelle nous vivons. Comme l'écrivaient Marx et Engels en 1848 dans le *Manifeste du Parti Communiste* : « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui se passe sous nos yeux. »

## « NOUS NE SOMMES RIEN SOYONS TOUT ! »

Exploités et opprimés, subalternes, dominés... autant de mots pour tenter de désigner les acteurs et actrices de ce changement de société, qui ne se limitent pas à une définition rétrécie de la classe ouvrière (schématiquement l'ouvrier blanc d'industrie), mais intègre pleinement la diversité de statuts, de

conditions genrées et racialisées de travail et de vie de l'immense majorité de la population. Il s'agit surtout de souligner que l'affrontement avec le capitalisme ne se cantonne pas au rapport d'exploitation dans le travail salarié, mais inclut nécessairement la reproduction sociale, les oppressions se conjuguant et jouant des rôles déterminants dans ces deux champs. Toute perspective émancipatrice est intimement dépendante des conditions réelles, matérielles, physiques, sanitaires de nos existences. Les différentes crises écologiques, le changement climatique ou les pandémies, l'artificialisation et l'appauvrissement des sols, l'effondrement de la biodiversité ou la pollution de l'air et de l'eau menacent nos vies et conditionnent les possibilités mêmes de construire une société égalitaire et juste. Ces destructions sont inhérentes au capitalisme et tout particulièrement à l'accélération depuis un siècle et demi du pillage extractiviste et de l'utilisation des énergies fossiles. Elles ne rendent que plus urgente la rupture avec ce système, mais imposent aussi de rompre avec le productivisme et donc de renoncer au « joker de l'abondance » pour inventer un nouveau projet de société. Dès maintenant elles exigent de combiner étroitement les exigences de justice sociale et celles de réduction de la production matérielle.

Convaincus de l'absolue et urgente nécessité d'une transformation globale, radicale, profonde... révolutionnaire, de la société, nous sommes tout autant convaincus que ce n'est pas le parti – ni même une coalition de différents partis – qui réalisera cette transformation. Une telle révolution n'est possible que par la volonté, la mobilisation et l'auto-organisation de l'immense majorité des exploités et des opprimés. Cette perspective nécessite un outil, une organisation, un parti... qui pose la

question du pouvoir des exploités et des opprimés elles-mêmes, qui propose à la fois un but c'est-à-dire un projet de société – un horizon désirable, une utopie –, et un chemin pour y parvenir c'est-à-dire une stratégie.

## CE N'EST PAS LE PARTI QUI PREND LE POUVOIR

Un outil pour poser la question du pouvoir des dominés est tout autre chose, voire l'opposé, d'un parti qui prendrait le pouvoir en leur nom. Pour convaincre de la nécessité de construire un parti, il est impératif de réfuter toute approche de type parti-guide, parti avant-garde ou parti état-major de la révolution... Ces approches, si elles peuvent attirer ceux qui se sentiraient touchés par la grâce d'un haut niveau de conscience et de ce fait se rêveraient en dirigeants de la révolution puis de l'État qui en serait issu, sont de véritables repoussoirs en contradiction avec les aspirations à l'émancipation tant collective qu'individuelle. En outre, elles ne tirent pas les enseignements du vingtième siècle, des dégénérescences bureaucratiques et des dangers du pouvoir. Elles préparent la confiscation du pouvoir par un parti-État au détriment de celles et ceux qu'il prétend représenter et qui resteront dominés.

Il est impératif d'en finir avec la propriété privée des grands moyens de production et l'État bourgeois, mais ça ne suffit pas pour révolutionner la société. Pour en finir avec l'exploitation, les oppressions, la destruction de ce qu'on appelle la nature, l'ensemble du fonctionnement de la société doit être transformé dans une logique autogestionnaire du commun.





Cette transformation n'est possible qu'avec une rupture, un basculement, un affrontement avec le pouvoir capitaliste. Mais pour avoir quelque chance de réussir cette inévitable confrontation – inévitable parce qu'il n'y a aucune chance que le capitalisme, même en crise profonde, tombe de lui-même comme un fruit mûr –, elle devra pouvoir s'appuyer sur des contre-pouvoirs déjà existants à différents niveaux, sur des instruments, des réponses concrètes et auto-organisées aux besoins essentiels, sur des outils démocratiques et émancipateurs pour décider et contrôler. Bref ce n'est pas d'un coup de baguette magique que, de rien, les dominés deviendront tout. Ce n'est pas non plus par la conscience apportée par le parti qui serait le seul détenteur et gardien de cette conscience politique. C'est par l'expérience vécue, la multiplication des expériences. Comme nous l'écrivions à la création du NPA dans ses principes fondateurs : *« C'est dans le mouvement social que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de qui dirige la société. »*

Alors, quel parti pouvons-nous construire aujourd'hui ? Dans le même texte nous répondions : *« un cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont librement décidé de s'associer pour défendre un projet commun de société »* et nous ajoutions : *« Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif. »* Et c'est déjà à la fois beaucoup et indispensable.

Un projet commun de société est l'antidote qui permet de résister au rouleau compresseur néolibéral qui veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative, pas d'autre système possible que le capitalisme, pas d'autres rapports sociaux que la concurrence. Construire et défendre une alternative écosocialiste est indispensable si l'on veut pouvoir penser la fin du capitalisme pour ne pas avoir comme seul horizon la fin du monde et la désespérance mortifère des apôtres de l'effondrement. C'est indispensable, car les crises écologiques nous interdisent désormais de nous raccrocher à la croyance en une marche inexorable de l'humanité vers

des lendemains qui chantent grâce au progrès technique et à la croissance des forces productives. L'alternative ne peut être que mondiale, comme le système qu'elle veut mettre à bas ; pour cela, l'outil doit lui-même être foncièrement internationaliste dans son programme et dans sa pratique, donc intimement lié à une construction internationale.

Nous avons besoin d'une organisation politique capable de jouer un rôle d'intellectuel collectif c'est-à-dire un lieu de partage, de confrontation et de synthèse des expériences forcément différentes, parfois contradictoires, à la lumière d'un projet commun.

Elle remplit une tâche spécifique et nécessaire *« en mémorisant et en synthétisant les expériences les plus fécondes, en travaillant quotidiennement à ce que les idées tirées de ces expériences fassent leur chemin »* (Daniel Bensaid interview à *Actuel Marx* en septembre 2009). En 2001, au moment de l'explosion de l'usine AZF, la LCR, avec des militantEs à Toulouse aux côtés des habitantEs sinistrésEs et des syndicalistes dans l'industrie chimique, a pu jouer un rôle utile pour la mobilisation et contre la division des victimes de Total. Elle a su aussi exprimer politiquement, avec le mot d'ordre, largement repris depuis, *« Nos vies valent plus que leur profits »* le lien entre justice sociale et environnementale. Cet exemple suggère à notre modeste échelle ce que peut/doit faire une organisation politique. Il n'est pas de réflexion fructueuse déconnectée de l'action. Une telle organisation doit aussi être utile et agissante dans et pour les luttes, non parce qu'elle en serait l'avant-garde éclairée, ou l'aile la plus combative, mais par sa capacité à se faire l'écho et l'amplificateur de la dynamique émancipatrice des mouvements, en ayant l'obsession de l'auto-organisation, en aidant à tisser les liens et alliances, en mettant en perspective un changement de société. Son utilité est aussi dans sa capacité à prendre, sans substitution, des initiatives dans le temps court de la politique, y compris parfois des tournants, pour modifier favorablement le rapport de force. C'est dans les situations particulières de crise sociale et politique, les situations où la « normalité » de la domination et de l'aliénation est brisée, qu'un projet de transformation radicale peut devenir à la fois largement partagé et vécu comme accessible.

## LE PARTI ET LES AUTRES...

En premier lieu, il n'y a pas LE parti qui seul représenterait LA classe des exploitésEs et des opprimésEs. Le projet que nous défendons est écosocialiste et internationaliste, mais il va de soi qu'il peut y avoir d'autres projets et donc plusieurs partis des dominésEs. Ce qui pose évidemment la question de l'unité, du rassemblement, de la construction de fronts politiques.

Il y a aussi d'autres formes d'organisations : syndicats, associations avec des objectifs délimités plus ou moins larges et des durées de vie plus ou moins longues, mouvements autonomes comme le mouvement féministe... autant de cadres collectifs nécessaires aux différents combats. Les mouvements sociaux, et les organisations qu'ils se donnent, produisent de la politique. Ils contribuent à changer les visions de la société, à disputer l'hégémonie : les luttes contre les projets inutiles et destructeurs remettent en question le productivisme, les actions de solidarité avec les migrantEs, les collectifs de sans-papiers... contestent pratiquement et idéologiquement le racisme d'État, le mouvement féministe, quant à lui, n'en finit pas de bousculer toujours plus fortement l'ensemble de la société, les rapports de domination et les assignations genrées. La grève féministe révolutionne la conception, la pratique, les champs de la grève et contribue à la réflexion globale sur les modes d'actions et leur efficacité. D'autres mobilisations, quand elles ont, comme à Notre-Dames-des-Landes, le temps et les lieux pour construire concrètement d'autres façons de vivre/produire/habiter, font faire des pas de géants à la conscience collective anticapitaliste, mille fois plus vite que les plus beaux discours.

Le parti n'a pas l'exclusivité pour « faire de la politique ». La différence entre mouvements et parti n'est pas de nature mais de fonction et ne légitime aucune relation hiérarchique ou de type « courroie de transmission » comme ce fut le cas par exemple entre le PC et la CGT, ou d'autres mouvements. En revanche, en se nourrissant de toutes ces expériences auxquelles ses militantEs participent en respectant la démocratie et l'autonomie, en les confrontant avec d'autres expériences, y compris historiques et/ou internationales, pour tenter d'en tirer des enseignements programmatiques, il peut en retour nourrir fructueusement les luttes à venir et faire progresser le combat commun. □

# Un parti pour la classe

PAR MIMOSA EFFE

*Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels nous disent à propos du parti « Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. » Le parti (dans le sens historique du terme) est donc à la fois un parti de la classe mais aussi celui qui sert ses intérêts jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la conquête du pouvoir afin de construire une société égalitaire sans classe ni exploitation, ni oppressions.*

**A** lors que la crise du système capitaliste et son lien avec l'État n'ont jamais été aussi visibles, la question du changement de société n'est pas seulement actuelle, elle est nécessaire. Se pose alors à nous, les militantes et militants communistes une interrogation : quelle organisation construire pour permettre ce changement. ? Comment avancer vers la rupture ? Or, si des explosions de radicalité ont vu le jour, elles ne concernent, ces derniers temps, que des petites franges du prolétariat voire de la petite bourgeoisie. Même si le mouvement ouvrier traditionnel a réussi encore

Le mouvement ouvrier est principalement dans une dynamique défensive, le seul mouvement offensif constitue peut-être le mouvement des soignantes et soignants après le désastre de l'épidémie de Covid-19 dans l'hôpital public (qui continue encore). De plus, la pan-

travail qui ont cours vont rendre indubitablement le prolétariat plus fragmenté qu'il ne l'était déjà.

La question est donc comment construire dans ce prolétariat fragmenté et comment faire que la conscience de classe progresse.

Le premier élément pour discuter de ces questions est d'arriver à déterminer ce qu'est le prolétariat aujourd'hui, non pas dans l'absolu. Nous sommes face à de nombreux problèmes : l'augmentation des statuts précaires de toute nature parmi les travailleuses et travailleurs, le chômage de masse depuis des années et son augmentation dans les prochains mois avec tout ce que cela va entraîner comme conséquences sociales et politiques,



Paris, le 5 décembre 2019, manifestation et grève contre le projet de loi sur les retraites de Macron. © Photothèque Rouge /JMB

à mobiliser massivement par exemple pendant le mouvement des retraites. Nous avons vu l'incapacité à gagner depuis ces quinze dernières années ou même à organiser une contre-offensive face aux lois liberticides (état d'urgence en 2015, état d'urgence sanitaire autour de la pandémie de Covid-19).

démie mondiale et sa gestion ont isolé les gens, au-delà des facteurs sociaux et psychologiques rendant la mise en mouvement difficile. Or on le sait, la progression de la conscience de classe ne peut s'effectuer (à une échelle de masse du moins) que par l'expérience. Les modifications sur l'organisation du

la construction d'un État à la fois fort et contesté et la polarisation du corps des fonctionnaires en lien avec la contradiction inhérente à leur fonction





*a fortiori* pour les fonctions d'encadrement (catégorie A). De plus, la situation de crise économique va forcément avoir des conséquences en termes de déclassement : toute une série de petits commerçants vont aller grossir les rangs des chômeurs, sans que le basculement idéologique se fasse forcément du côté de la classe ouvrière.

### DES MOBILISATIONS ET DES CONFUSIONS

Cet état de fragmentation a construit des mobilisations hybrides d'un point de vue de la classe. Les Bonnets rouges en Bretagne, puis Nuit Debout au moment de la loi travail en étaient déjà des produits : des mobilisations qui se construisent en partie en dehors du mouvement ouvrier traditionnel avec des éléments de confusion liée en partie à la composition sociale des secteurs mobilisés. Les Gilets jaunes en sont évidemment le mouvement exemplaire, car il est à la fois constitué des franges les plus précaires du prolétariat mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie déjà déclassée. Il y a fort à parier que ce type de mouvement continue d'exister sous des formes et d'autres. Avec des discours antisystème qui peuvent parfois se révéler confusionnistes, voire complotistes ou liés à l'extrême droite. La gestion catastrophique de la crise par le gouvernement, l'isolement, l'augmentation de la misère et l'incapacité

du mouvement ouvrier à construire un mouvement d'ensemble qui propose des réponses à ces questionnements va permettre à ces discours de progresser.

Tout ce qui se joue autour des actes terroristes va augmenter la division, la stigmatisation des musulmanes et des musulmans ou de ceux qui en ont l'apparence, ce qui rend difficile la constitution du prolétariat en classe.

### DES MOBILISATIONS EN DEHORS DU MOUVEMENT OUVRIER

Même si en France, nous avons eu des exemples de mobilisations exemplaires initiées par les syndicats, prouvant que ceux-ci gardent une assise dans le prolétariat, toute une série de mobilisations se sont produites en dehors des cadres du mouvement ouvrier. Pour toute une série de fractions de la classe, les syndicats sont inexistantes sur leur lieu de travail (quand ils en ont un). De plus, dans certains secteurs qui étaient autrefois des secteurs largement syndiqués, aujourd'hui les syndicats ont perdu en termes d'implantation que ce soit en nombre d'adhérents ou de militantes et militants de terrain et en termes de repères politiques. Cela tend à produire des explosions qui peuvent se faire en dehors des syndicats qui ont alors du mal à embrayer le pas de la mobilisation quand ils ne s'opposent pas à cette mobilisation<sup>1</sup>. Mais contrairement à l'idée reçue, le fait que ces

mobilisations se fassent en dehors du mouvement ouvrier ne constitue pas un pas en avant, car elles seraient alors « libérées de la bureaucratie ». Cet état de fait contribue à construire des mobilisations fragmentées qui sont dans l'incapacité d'une part de faire le pont entre la radicalité d'une frange et l'ensemble de la classe, d'autre part de faire la synthèse des expériences historiques de lutte.

À cela s'ajoute les mobilisations qui se jouent autour de la question des oppressions antiracistes et féministes. Si les secondes sont en France liées par leur histoire au mouvement ouvrier, cela ne se fait pas sans contradictions. Alors que le mouvement ouvrier peine à offrir une place aux mobilisations antiracistes.

### UNE CLASSE N'EST PAS UN MONOLITHE

Si le prolétariat est fragmenté d'un point de vue de l'organisation du travail, il est aussi traversé par différentes divisions voire contradictions, liées aux oppressions. La classe n'est pas un monolithe et c'en est presque un lieu commun, la moitié d'entre elle est constituée par des femmes. Une bonne partie du prolétariat est racisée, souvent dans les emplois les plus précaires, en particulier pour les travailleuses et les travailleurs sans-papiers. De plus, le prolétariat n'est pas plus hétérosexuel qu'une autre classe sociale, n'en déplaise à certaines



Manifestation à Paris des Gilets Jaunes, 17 novembre 2018. © Photothèque Rouge / Martin Noda

images qui voudraient que les personnes LGBTI soient principalement issues de la petite-bourgeoisie et que nos revendications seraient à côté de la lutte de classes.

D'une part, les luttes d'émancipation ont permis de faire progresser les droits pour l'ensemble du prolétariat : le droit à disposer de son corps, à plus d'autonomie, à l'épanouissement sexuel et individuel. D'autre part, les mobilisations qui se déroulent aujourd'hui sur ce plan remettent facilement en cause le système : les violences systémiques pour le mouvement féministe, la police et le racisme institutionnel pour le mouvement antiraciste.

Mais les revendications avancées par les mouvements ne règlent pas tout, au contraire. Derrière *Defund the police* peut se retrouver l'idée qu'une autre police est possible, comme le fait que dans le mouvement féministe la reconnaissance des violences s'associe encore trop souvent à un discours répressif et sur le besoin d'alourdir les peines<sup>2</sup>.

Ces mouvements restent des mouvements aussi traversés par des contradictions et parfois des contradictions de classe. Effectivement, la situation matérielle des personnes opprimées (les femmes, les personnes LGBTI ou les personnes racisées) s'est considérablement modifiée lors des cinquante dernières années dans les pays impérialistes. Les luttes d'émancipation et anticoloniales ont permis de modifier les oppressions notamment au moyen d'une législation spécifique. La conséquence est que si ce n'est pas un phénomène général, certaines femmes, personnes LGBTI ou personnes racisées peuvent accéder au pouvoir, à une part du capital et *a minima* à une part d'intégration de façon autonome. Les groupes constituant les personnes opprimées, s'ils n'ont jamais été homogènes, pouvaient *a minima* faire converger des intérêts communs dans une période où par exemple toute femme était réduite à l'autorité du père ou du mari comme c'était le cas au début du capitalisme. Aujourd'hui la convergence hypothétique d'intérêts des femmes issues de la bourgeoisie qui ont accès à l'autonomie, aux intérêts des ouvrières, des précaires ou des femmes migrantes, qui n'ont pas accès à cette autonomie, est plus éloignée que jamais.

## QUELLE POLITIQUE POUR UNIFIER LA CLASSE ?

La période montre un prolétariat fragmenté non seulement socialement, mais aussi politiquement. Nous pouvons voir l'ensemble des problèmes qui se posent à nous pour réussir à constituer le prolétariat en classe et donc à réussir à faire progresser la conscience de classe.

Le premier élément de réponse partielle que nous pouvons apporter en tant que militantes et militants est de travailler à l'unité de la classe. Cette unité ne pourra que se faire qu'en prenant en compte la diversité du prolétariat. Si la majorité des organisations syndicales et ouvrières reconnaissent le féminisme comme un apport à la lutte des classes, bien que dans la pratique cela pêche encore, l'islamophobie et le racisme sont bien mal pris en compte, en témoigne l'incapacité des syndicats enseignants par exemple à réagir à la répression extrême exercée sur les jeunes qui refusaient la minute de silence, ou bien le silence de la CGT concernant l'islamophobie sur les lieux de travail au retour de l'assassinat de Samuel Paty. Mais l'unité ne pourra pas se construire sans un travail syndical. Le syndicat reste le cadre premier de l'organisation du prolétariat, le premier cadre permettant la défense des intérêts immédiats des travailleuses et des travailleurs, qui leur permettent de construire un collectif et donc rompre l'isolement et de fait l'aliénation au travail. Notre travail est donc de chercher à construire les syndicats tout en s'opposant à une ligne visant la cogestion bureaucratique. Reconstruire du lien pour rompre avec l'isolement, c'est ce que l'on cherche à construire dans l'ensemble des lieux d'intervention en particulier dans les lieux de travail qui sont des déserts syndicaux, construire des possibilités de se réunir et d'agir pour les salariés soi-disant free-lance, dans les petites entreprises, mais aussi sur une autre échelle construire des collectifs solidaires dans les quartiers populaires face à la violence de la police, face aux violences conjugales qui augmentent avec le confinement, face à la misère.

Dans le même temps, on le sait que les mobilisations à venir seront forcément complexes avec des

revendications parfois confusionnistes. Comme nous l'avons fait lors des Gilets jaunes, il faut absolument être partie prenante de ces mobilisations en y tirant le mouvement ouvrier et en avançant des revendications qui clarifient le rapport à la classe.

## SE CONSTRUIRE DANS LA CLASSE

Si le prolétariat n'a pas besoin du parti révolutionnaire pour se mobiliser et se révolter, le parti reste le facteur subjectif qui permet de passer de la révolte à la révolution<sup>3</sup>.

C'est pour cela que nous construisons un parti. Pour cela, il doit être le parti du prolétariat. À partir des constats faits précédemment sur la réalité à la fois du prolétariat aujourd'hui et de la réalité de ces mobilisations. Nous ne pouvons pas nous contenter de ce que sont aujourd'hui les organisations d'extrême gauche. Daniel Bensaid écrivait en 2000 : « À quelles conditions les nouvelles formes d'organisation du travail, l'individualisation du revenu et du temps de travail, la privatisation de la consommation, l'atomisation sociale généralisée face aux flux de richesse et d'information, permettront-elles la reconstruction de pratiques et de solidarités dont se nourrit une conscience collective ? À quelles conditions la fracture entre le mouvement social et les représentations politiques peut-elle être surmontée dans une société où l'espace public dépérit ?<sup>4</sup> »

C'est donc à ces questions qu'il nous faut tâcher de répondre en reconstruisant les organisations syndicales, en recrutant des militantes et des militants ouvriers, mais aussi en prenant en compte cette diversité : construire un courant de classe dans le féminisme, se construire dans les quartiers populaires en participant aux terrains associatifs de défense concrète, recréer des espaces mutualistes quand il n'y a plus rien. Construire donc une organisation ouverte à l'ensemble de ces expériences, mais sans concessions avec l'État et pour la rupture révolutionnaire. □

1) <https://www.marianne.net/societe/martinez-continue-tenir-la-cgt-bonne-distance-des-gilets-jaunes>

2) <https://lanticapitaliste.org/opinions/feminisme/politiser-les-violences-contre-les-femmes-refuser-la-prison>

3) <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/la-theorie-leniniste-de-l>

4) <http://danielbensaid.org/Et-pourtant-elles-luttent>

# Le parti comme organisation (se) posant la question du pouvoir

PAR DANIEL BENSAÏD ET FRANÇOIS SABADO\*

*Nous publions des extraits de deux textes de Daniel Bensaïd et François Sabado, dans lesquels sont abordées la façon dont le parti doit nécessairement (se) poser la question du pouvoir, ainsi que la problématique « classique » du double pouvoir, élément central dans le processus de conquête du pouvoir et de destruction de l'État bourgeois.*

**I**l est difficilement pensable de construire une organisation révolutionnaire sans la conviction partagée qu'une révolution est possible dans un pays capitaliste développé. Pas seulement des explosions sociales, qui, sous les coups de marteau de la crise, sont probables ou certaines ; mais une situation révolutionnaire débouchant sur une possibilité de victoire.

## FIL À PLOMB STRATÉGIQUE

Si on ne pense pas, en effet, que la conquête du pouvoir par la classe travailleuse est possible, si on ne travaille pas patiemment dans cette perspective, alors il est inévitable de glisser en pratique vers la construction d'autre chose. Une organisation de résistance, utile au jour le jour, dans le meilleur des cas... Mais le renoncement au but final ne tardera pas à dicter des accommodements pseudo-réalistes dans la lutte quotidienne même... Ou encore une organisation pour les surlendemain, qui commence à se poser en championne du combat contre des dégénérescences bureaucratiques à venir, faute de pouvoir affronter les tâches du jour.

Dans ce type de situation difficile, les grandes lignes d'un accord stratégique sont vitales pour la construction de l'organisation. Sans ce fil à plomb, elle est tirée à hue et à dia sur des questions tactiques (dont il ne s'agit pas de minimiser l'importance) et il devient de plus en plus ardu de démêler le principal du secondaire.

Ce d'autant plus que la situation défensive des luttes tend à creuser la distance entre le programme maximum

(l'horizon reculé du socialisme) et le programme minimum de la résistance quotidienne aux mauvais coups. Les fameux ponts entre les deux (revendications transitoires) deviennent de fragiles passerelles, et le pont central (la conquête du pouvoir politique) semble miné par la dégradation temporaire des rapports de forces. Alors qu'il paraissait naguère naturel de parler de contrôle ouvrier (en 1968, pendant la grève de Lip...), cela devient maximaliste ou parfois dangereux dans un contexte de moindre mobilisation.

Mais de quoi parle-t-on au juste, quand on affirme l'importance de maintenir un cap stratégique ? La notion de stratégie est elle-même variable.

D'un certain point de vue, la construction du socialisme, la république mondiale des conseils, le dépérissement de l'État et des classes sociales... C'est, disons, stratégique à long ou très long terme.

Mais le stratégique pour nous, ce qui définit la base sur laquelle rassembler, organiser, éduquer des militants, c'est un *projet de renversement du pouvoir politique bourgeois*. Car la révolution socialiste commence par cet acte politique.

Elle ne s'y réduit pas. La conquête du pouvoir politique inaugure un processus de transformations économiques, sociales, culturelles.

Des divergences importantes sur la façon de concevoir ces tâches (sur la révolution à l'échelle internationale, sur les alliances, sur le parti unique et la démocratie par exemple) peuvent certes avoir des conséquences pratiques sur

l'intervention dans le mouvement de masse, sur le régime interne de l'organisation. [...]

Si nous n'avons pas de projet qualitativement différent, si nous n'avons pas plus ou mieux à proposer en la matière, nous devons viser à construire la même organisation, avec un régime démocratique tel que les divergences qui subsistent puissent y être traitées, et éventuellement surmontées, à la lumière de l'expérience commune.

Le critère central, c'est la conquête du pouvoir politique.

## NOUVEAUTÉ RADICALE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Cette notion est en effet centrale dans la révolution prolétarienne. Nous pouvons remarquer que l'idée de stratégie (et le terme même) n'était pas très développée dans la révolution bourgeoise. Pourquoi ? Il y aurait probablement de nombreuses raisons, dont l'état même de développement de la pensée militaire. Mais il y a une raison plus fondamentale. C'est que la révolution prolétarienne présente une nouveauté radicale par rapport à toutes les révolutions bourgeoises précédentes, dans le sens où la classe qui lutte pour son émancipation est une classe qui subit une domination sur tous les terrains.

– Une domination économique qui ne se réduit pas au fait de vendre sa force de travail : le fait même de vendre sa force de travail constitue un véritable cercle vicieux, qui dépossède le travailleur de son travail, du produit de son travail, et y compris, à la limite,

du contenu de son travail. Il y a dans ce rapport du travail salarié au capital une mutilation permanente, physique et morale.

– Une domination politique, c'est-à-dire l'appropriation par la bourgeoisie de l'appareil de domination politique.  
– Et même une domination culturelle, au sens où devenir prolétaire, c'est perdre le contrôle de son outil, de son travail, de son temps, du produit de son travail ; c'est subir une aliénation de plus en plus complète, sur tous les terrains de la vie sociale.

Comment une classe qui subit ce type de domination peut-elle renverser la situation et se porter candidate au pouvoir politique et à la réorganisation d'ensemble de la société ? C'est là le défi particulier à la révolution prolétarienne. Par l'extension des rapports marchands, le mode de production capitaliste se développe en quelque sorte dans les entrailles de la société féodale et gagne du terrain. La bourgeoisie remportait des positions de force économiques, politiques (franchises municipales), culturelles (le temps de produire ses « intellectuels organiques ») bien avant d'accéder au pouvoir politique. La conquête du pouvoir politique couronnait un rapport de forces déjà largement développé dans l'ensemble de la société. La société capitaliste, elle, développe les préconditions du socialisme (un certain développement des forces productives, la concentration de la production, etc.) et engendre son propre

fossoyeur (le prolétariat moderne), mais il n'existe pas de mode de production socialiste, qui se développerait et gagnerait du terrain dans les pores de la société capitaliste.

C'est là le gros problème. Et la seule issue à ce qui semblerait un cercle vicieux, c'est que la révolution socialiste est la première révolution dans l'histoire qui suppose un degré préalable d'organisation et de conscience du but, c'est-à-dire un véritable projet stratégique.

Quand Marx et Engels parlaient du passage de la préhistoire à l'histoire, ou du règne de la nécessité à celui de la liberté, il y avait de ça : pour la première fois, la libération sociale, de la conquête du pouvoir politique à l'édification d'une société maîtresse de ses choix par le biais d'une planification consciente.

C'est donc cet élément de conscience qui brise le cercle vicieux ; et, pour ce qui nous occupe (la conquête du pouvoir politique), un projet stratégique, une certaine organisation des forces en fonction d'un but, qui définit un parti révolutionnaire.

La conquête du pouvoir politique, répétons-le, inaugure une phase de transition et d'émancipation, économique, sociale, culturelle. Il faut bien saisir la nouveauté de ce problème, pour comprendre que ce n'est pas par hasard que le vocabulaire stratégique militaire pénètre le vocabulaire politique à l'heure de la révolution prolétarienne. C'est bien l'idée de la lutte consciente

pour la conquête du pouvoir qui est le fil stratégique. [...]

## UNE MENTALITÉ POLITIQUE MAJORITAIRE

Sans tomber (ou retomber) dans de vieux démons gauchistes, il faut bien admettre que construire une organisation révolutionnaire, c'est avoir l'obsession de la lutte pour le pouvoir. Non au sens étroit et politicien, ni au sens psychologisant de la volonté de puissance, mais parce qu'il s'agit de la clef de l'émancipation sociale. Or, ce n'est pas notre tradition ni notre caractéristique dominante.

Pour des raisons historiques bien compréhensibles, nous sommes plutôt marqués par une défiance exacerbée envers le pouvoir. Nous nous vivons souvent comme une organisation de lutte antibureaucratique préventive plutôt que comme une organisation de lutte pour la conquête du pouvoir. C'est pourtant là le premier problème. S'y attaquer sérieusement implique une mentalité politique majoritaire (pas au sens électoral du terme) : une mentalité de rassemblement, et non seulement de différenciation. Il existe une seconde nature « minoritaire » qui a ses vertus, mais qui peut aussi devenir un obstacle.

Lénine était à n'en point douter un obsédé de la lutte pour le pouvoir. C'est ce qui guide son attention sur les questions de tactique et d'organisation, et qui fait à bien des égards sa supériorité.

Avec un parti construit sur des bases solides on peut rectifier des erreurs tactiques, même corriger des orientations plus fondamentalement erronées. Le parti est la médiation entre la théorie et la pratique. Sans parti, on ne prouve ni ne corrige rien. À notre échelle, et au vu des échéances, se poser la question du pouvoir peut paraître un tantinet ridicule, voire lourd de dangers et d'illuminations mégalomaniaques. Mais c'est aussi une question fondamentale d'état d'esprit : se prendre soi-même au sérieux pour être pris au sérieux, se sentir responsable tout en restant modeste.

**Daniel Bensaïd**

*Assemblée générale de la coopérative textile Venezuela Avanza 7542, du nucleo (centre de développement endogène) Fabricio Ojeda, dans le barrio (favela) Gramoven de Caracas. Cette usine, qui emploie environ 450 personnes, fabrique essentiellement des T-shirts et des casquettes. Le nucleo Fabricio Ojeda compte pas moins de 40 coopératives et missions sociales, qui servent à près de 30000 personnes par mois. La coopérative est financée en grande partie par l'argent public provenant de la PVDSA, l'entreprise pétrolière vénézuélienne. Caracas, Venezuela le 8 décembre 2005. © Photothèque Rouge / Sébastien Ville*





## RÉVOLUTION, DÉMOCRATIE, DOUBLE POUVOIR

Les institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise (appareil de répression, administration, Constitution, lois, règlements), qui s'appuient sur la propriété privée du capital et des grands moyens de production et de communication, sont au service de la domination des classes dominantes. Elles ne peuvent servir d'instrument pour renverser cette domination et pour transférer le pouvoir de la classe bourgeoise à la classe ouvrière.

## NOUVELLES STRUCTURES D'AUTO-ORGANISATION

L'expérience historique comme la politique actuelle des classes dominantes montrent leur refus de toute transformation radicale et la violence qu'elles opposent à la volonté populaire. Et lorsque les peuples arrachent des victoires parlementaires, comme en Espagne en juillet 1936 ou au Chili en 1971-1973, les classes dominantes n'hésitent pas à bafouer le suffrage universel.

Cette approche reste une de nos différences fondamentales avec le réformisme. Une transformation radicale de la société ne peut se faire sans le cadre des institutions bourgeoises, en faisant confiance aux élections parlementaires par une accumulation graduelle de réformes et de conquêtes de positions. La réaction des classes dominantes et la cohérence forte du système capitaliste exigent une rupture avec celui-ci.

La réalisation pleine et entière de la démocratie exige la remise en cause de la propriété privée du Capital et de la vieille machine d'État. Elle débouche sur l'affrontement avec l'État bourgeois, en particulier avec son appareil de répression qu'il faut alors briser. De ces situations de crise révolutionnaire émergent de nouvelles structures d'auto-organisation et de pouvoir populaire.

Combinaison de démocratie directe et de démocratie représentative (assemblées élues), ces institutions devront constituer l'expression, tout à la fois du processus révolutionnaire et de la souveraineté populaire. Elles seront alors en situation de se substituer aux vieilles institutions bourgeoises. Pour assurer leur légitimité, ces nouvelles

institutions de la démocratie sociale (conseils dans les entreprises et assemblées dans les communes, assemblées locales, régionales, nationales de citoyens ou de salariés) devront recourir au suffrage universel.

De ce point de vue, si nous définissons le suffrage universel comme l'expression du vote démocratique – « un homme/une femme égale une voix », il peut se déployer autant sur le territoire de la commune que celui des entreprises. S'il existe des formules chez Lénine, Trotsky et, surtout chez Gramsci, présentant la démocratie socialiste ou le pouvoir des conseils comme une démocratie de « conseils d'usine » appuyée « sur les groupement de production », l'expérience historique nous rappelle que les élus de la Commune de Paris représentaient des assemblées élues au suffrage universel et que les soviets de la révolution russe étaient des conseils territoriaux, accompagnés par des conseils ouvriers dans les entreprises, des conseils de paysans et des conseils de soldats.

## AUTOGESTION SOCIALE ET DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT

Cette approche permet aussi d'envisager, après la conquête du pouvoir, une démocratie des producteurs librement associée, basée sur le suffrage universel. Assemblées populaires territoriales ou conseils communaux élus peuvent coexister avec des conseils de travailleurs élus par les salariés des entreprises de la commune ou d'un territoire donné.

Les structures d'auto-organisation (assemblées générales, rencontres, réunions) appuyant et contrôlant en permanence tous les conseils, assemblées et représentants élus, favorisant ainsi la construction du socialisme par en bas. Certaines expériences historiques ont mis à l'ordre du jour la possibilité d'un système de deux assemblées : l'une élue directement au suffrage universel, l'autre représentant les secteurs sociaux et les différentes formes d'organisation du pouvoir populaire. Elles peuvent exprimer l'exigence d'expression de la démocratie sociale et politique.

Mais, dans un tel système, les deux assemblées doivent avoir la même légitimité démocratique et donc relever de l'élection au suffrage universel. L'assemblée des secteurs sociaux ou

de conseils de travailleurs n'est pas un simple contre-pouvoir aux assemblées territoriales. C'est un pouvoir souverain.

Ceci nous conduit donc dans cette hypothèse à opter, dans une société de transition, pour une certaine forme de « dualité de pouvoir » assurant une tension entre la démocratie politique et sociale. Mais n'est-ce pas l'expression des contradictions d'une société de transition au socialisme, où deux processus coexistent et se croisent : un dépérissement de l'État et de ses institutions politiques d'une part, et, d'autre part, l'autogestion sociale, une société « des producteurs » librement associés ? Et si des conflits ou des contradictions entre assemblées surgissent, alors ce serait au peuple souverain de décider, par référendum ou vote au suffrage universel.

Les enseignements des expériences historiques, de la Révolution française de 1789/1793, à la Révolution russe de 1917, en passant par la Commune de Paris de 1871, nous conduisent, après la liquidation des vieilles institutions de l'État bourgeois, à mettre l'accent sur la démocratie autogérée de la commune ou de l'entreprise et sur une combinaison d'assemblées de citoyens et de producteurs qui élargissent les conditions du débat politique et économique.

Une démocratie socialiste devrait signifier non pas une restriction mais un élargissement sans précédent des libertés démocratiques, garantir un pluralisme politique, le suffrage universel le plus équitable, la représentation des minorités.

Elle devrait commencer à surmonter la division entre l'économique et le politique, la scission entre le producteur et le citoyen. Elle devrait établir la responsabilité des élus devant leurs mandants, favoriser tout ce qui réduit la délégation de pouvoir, afin que l'État puisse commencer à dépérir en tant que corps séparé de la société.

Bref, la démocratie socialiste, c'est toujours plus de démocratie.

**François Sabado**

\* Extraits de Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti*, éditions la Brèche, 1987, et de François Sabado, « Révolution et démocratie », *Critique communiste* n°175, printemps 2005.

# Des stratégies et des partis

PAR ANTOINE LARRACHE

*La route des révolutionnaires serait simple s'il suffisait d'affirmer nos idées pour gagner les masses, si celles-ci n'attendaient que la bonne orientation, la bonne ligne politique pour faire face aux événements. L'expérience historique nous apprend que les routes sont bien plus sinueuses.*

Une telle conception n'a rien de matérialiste. Les idées ne sont pas suspendues en l'air. Elles n'ont de sens que dans leurs interactions avec le monde tel qu'il est. Les expériences historiques montrent la difficulté pour les révolutionnaires à s'adapter aux nouvelles situations, de l'actualité de la révolution en Russie et de l'apparition des soviets aux Gilets jaunes. De plus, percevoir le sens d'un phénomène politique ne garantit pas de parvenir à s'y mêler, à en intégrer les dynamiques et à les influencer. On a pu le voir pendant les grands épisodes révolutionnaires des années trente, où dans des conditions particulièrement difficiles les groupes trotskistes n'ont pas réussi à développer une influence de masse, ou encore aujourd'hui avec les révoltes dans les quartiers populaires, les luttes pour le climat ou contre les violences policières voire les mobilisations féministes.

Pour comprendre et peser, il faut accepter d'abandonner la conception fautive héritée du vingtième siècle selon laquelle l'histoire des partis serait un progrès continu : la I<sup>ère</sup> Internationale aurait rassemblé le mouvement ouvrier sans distinction dans la période de l'émergence du mouvement ouvrier et de la constitution du prolétariat en classe, la II<sup>e</sup> aurait apporté la séparation avec les anarchistes, la III<sup>e</sup> le clivage entre réforme et révolution, la question du double pouvoir et de l'État, et la IV<sup>e</sup> les apports sur la bureaucratie, le fascisme et la théorie de la révolution permanente. Tout cela n'est pas faux, mais cette vision tend à envisager un progrès linéaire de la construction du clivage entre les classes dans lequel il suffirait d'affirmer les bonnes idées pour avancer.

## THÉORIES ET PRATIQUES

Il y a deux erreurs dans cette conception. La première est de croire que, depuis la Première Guerre mondiale et la révolution russe, les révolutionnaires ont vocation à se séparer systématiquement des réformistes. La seconde serait de croire que les partis se fondent sur une théorie plutôt que sur une pratique.

Ce second point est sans doute le plus faux. Au contraire, les bascules, regroupements et séparations découlent bien souvent de positionnements concrets par rapport à des événements historiques importants.

Ainsi, l'AIT, la I<sup>ère</sup> Internationale, « est établie pour créer un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, savoir : la protection, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière. »

La scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks, qui constitue pourtant les prémices des différences entre II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationale, ne se concrétise pas sur le clivage entre réforme et révolution mais sur le fonctionnement, les contours du parti (Lénine défend une version des statuts où pour être membre du parti, il faut appartenir à une de ses instances, tandis que ses opposants estiment qu'il suffit d'agir « sous contrôle » d'une de ses instances<sup>1</sup>. D'ailleurs, Rosa Luxemburg s'oppose à cette scission et Lénine lui-même œuvre de toutes ses forces à tenter de l'éviter<sup>2</sup>. De son côté, si elle combat le réformisme et l'intégration au système bourgeois dans le SPD allemand, elle n'envisage pas de sortir du parti. La Ligue Spartakus, fondée en 1914 comme tendance du SPD, ne devient indépendante qu'en 1918.

Ce sont les positionnements par rapport à la Première Guerre mondiale, et surtout par rapport à la révolution russe, qui détermineront les contours futurs des deux internationales.

La IV<sup>e</sup> Internationale est fondée sur la base de l'opposition communiste au stalinisme, de la défense de l'URSS et du front unique. La JCR puis la Ligue communiste sont fondées autour d'une pratique et d'une analyse de Mai 68 débouchant sur la conception des « trois secteurs de la révolution mondiale », révolution dans les pays capitalistes, révolution politique dans les pays de l'Est, révolution permanente dans les pays dominés.

La principale illustration de la délimitation de partis par le biais du programme, la III<sup>e</sup> Internationale, est un contre-exemple puisque les « 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste » n'ont pas empêché la stalinisation, la bureaucratie, la défense de l'impérialisme et le réformisme qui ont gagné l'ensemble des partis en quelques années.

C'est de ces exemples et ces expériences qu'est venue l'idée que le parti se construit sur une « compréhension commune de la situation et des tâches qui en découlent ». Nous y reviendrons.

## LA SÉPARATION ENTRE RÉFORMISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES N'EST PAS UN INVARIANT HISTORIQUE

Deuxième mythe, à faire tomber, l'idée que les révolutionnaires chercheraient systématiquement à se délimiter sur le plan organisationnel.

Dans les années trente, Trotsky œuvre de toutes ses forces à la construction de groupes révolutionnaires indépendants



dont il estime qu'ils connaîtront de grands succès, même en étant petits (quelques dizaines de milliers de personnes tout de même...). Mais il comprend que la construction du parti révolutionnaire peut emprunter des voies très variées. Ainsi, en Espagne en 1931, après la défaite de l'opposition unifiée en URSS et sa propre expulsion du pays, il écrit : « les communistes espagnols doivent refaire leur unité : ce mot d'ordre constituera sans doute, dans la période qui vient, une formidable puissance d'attraction, laquelle grandira en même temps que l'influence du communisme. Les masses, et même leur élite, n'accepteront de fractions que celles qui leur seront imposées par leur propre expérience. Voilà pourquoi, me semble-t-il, le mot d'ordre du front unique en direction des ouvriers syndicalistes et socialistes doit s'accompagner de celui de l'unification des communistes, sur une plate-forme déterminée<sup>3</sup> » puis « Les dissensions des communistes agaceront les masses. Celles-ci imposeront l'unité – sans doute pas pour toujours, car les événements peuvent encore rejeter les diverses tendances dans des voies différentes ; mais, pour la période qui vient, le rapprochement des fractions communistes me paraît tout à fait inévitable. Sur ce point, comme dans la question du boycottage et dans toute autre question politique d'actualité, la fraction qui aura pris l'initiative de refaire l'unité des rangs communistes en retirera le bénéfice<sup>4</sup>. »

En 1936, après avoir dénoncé le POUM,

qu'il qualifie de « centriste », c'est-à-dire de parti qui oscille entre réforme et révolution, après avoir rompu avec ses dirigeants, il se retourne vers eux au début de la guerre pour lui proposer une collaboration militante : « s'il y a des divergences de programme ou de méthodes, même après l'expérience faite, ces divergences ne devront nullement empêcher un rapprochement sincère et durable. L'expérience ultérieure fera le reste<sup>5</sup>. »

En 1934, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, qui tranche pour Trotsky la nature de la III<sup>e</sup> Internationale et justifie de construire la IV<sup>e</sup>, il écrit à propos de la France : « Celui qui écrit "La II<sup>e</sup>, ainsi que la III<sup>e</sup> Internationales sont condamnées ; l'avenir est à la IV<sup>e</sup> Internationale", exprime une idée dont la justesse est à nouveau confirmée par la situation actuelle en France. Mais cette idée, juste en elle-même, ne révèle encore rien, ni comment, ni dans quelles circonstances et délais elle sera constituée. Elle peut naître – théoriquement, ce n'est pas exclu – de l'unification de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, d'un regroupement des éléments, épurés et trempés, de leurs rangs dans le feu de la lutte. Elle peut se former aussi à travers la radicalisation du noyau prolétarien du parti socialiste et la décomposition de l'organisation stalinienne. [...] ». Plus loin, « L'adhésion de la Ligue au parti socialiste peut jouer un grand rôle politique. Il existe en France des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui n'appartiennent à aucun parti. Beaucoup sont passés par le PC : ils l'ont quitté avec indignation ou en ont été exclus. Ils ont conservé leur ancienne opinion

du parti socialiste, c'est-à-dire qu'ils lui tournent le dos. Ils sympathisent ou sympathisent partiellement avec les idées de la Ligue, mais n'y adhèrent pas, parce qu'ils ne croient pas que, dans les conditions actuelles, un troisième parti puisse se développer<sup>6</sup>. »

Il ne s'agit pas de considérer que Trotsky avait absolument raison, mais de comprendre que le débat sur la pertinence de la séparation organisationnelle entre réformistes et révolutionnaires est un problème qui a toujours existé, même si ses conditions ont évolué à travers l'histoire.

## PARTI ET CONSCIENCE DE CLASSE

En effet, les dirigeantEs révolutionnaires qui ont laissé leur trace dans l'histoire comprenaient que la conscience de classe et la théorie révolutionnaire sont des objets complexes, qui ne supportent pas d'être déconnectés de la réalité de la conscience des masses d'elles-mêmes, de la situation – des rapports de forces – et de la vision que les masses ont de la stratégie révolutionnaire. Sans cet aller-retour entre la théorie et la pratique, la théorie devient une idéologie. Engels, cité par Jakubowsky, écrit « l'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment, mais avec une conscience faussée<sup>7</sup> ». Jakubowsky poursuit : « Le concept total d'idéologie cherche à découvrir les liens structurels objectifs auxquels correspond l'ensemble du point de vue adverse, sa façon de voir<sup>8</sup> ». Ainsi, pour comprendre la conscience des masses, s'y lier et peser dessus, il est nécessaire de comprendre



Assemblée «Sí Se Puede» de Podemos en 2014. © DnTrotamundos / Wikicommons

ce qui la produit, y compris par ce que les autres courants politiques formulent.

Et, réciproquement, « *c'est bien moins la théorie, la science, la compréhension idéelle de la totalité de la société que l'expérience pratique qui presse les travailleurs avancés sur la voie de l'organisation continue et accroît la conscience de classe*<sup>9</sup>. »

C'est cette préoccupation de ne pas être isolés des masses et d'accélérer les prises de conscience qui a poussé les révolutionnaires à ne pas ériger, comme nous l'avons vu, en absolu, la séparation avec les réformistes. Et, face aux bouleversements de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, notamment la chute de l'URSS, et à la crise de la conscience de classe, des perspectives d'émancipation et des partis communistes, à reconsidérer la question.

Ainsi, sans revenir sur la différence faite par Marx entre le parti historique et le parti éphémère, Engels ne voulant pas avoir de rapports avec le « "prétendu parti révolutionnaire lui-même", devenu dans la défaite "une pépinière de scandales et de bassesses"<sup>10</sup> », observons les raisons qui poussent les révolutionnaires à participer à la construction de partis non entièrement délimités. Pour revenir en arrière dans le temps, lorsque Trotsky pousse à la construction du Labor Party aux États-Unis dans les années trente, il argumente : « *Parce que le déclin du capitalisme se déroule dix – cent – fois plus vite que le développement de notre parti. C'est une nouvelle contradiction. La nécessité d'un parti politique des travailleurs est donnée par les conditions objectives, mais notre parti est trop petit, manque d'autorité pour organiser les travailleurs dans ses propres rangs. C'est pourquoi nous disons aux ouvriers, aux masses : "Il vous faut un parti." Mais nous ne pouvons pas leur dire immédiatement de rejoindre notre parti. Dans un meeting de masse, cinq cents seraient d'accord sur la nécessité d'un Labor Party, mais cinq seulement le seraient pour adhérer au nôtre, ce qui montre que le mot d'ordre d'un Labor Party est un mot d'ordre d'agitation. Le second est pour l'avant-garde*<sup>11</sup>. »

Concernant la France : « *La fusion des deux partis [PCF et SFIO] signifierait la possibilité de recommencer. Tout est là. Le mouvement ouvrier est poussé dans une impasse historique... La fusion ouvrirait la voie à la discussion, à l'étude, à la lutte de fraction sur une grande échelle, et, en même temps, à la cristallisation d'un nouveau parti révolutionnaire. Le recul historique consiste non seulement dans*

*l'attitude de la bureaucratie stalinienne, mais aussi en ce que cette fraternisation sans contenu présente un formidable progrès par rapport à l'impasse absolue... Terrible dialectique*<sup>12</sup>. »

« *La possibilité de recommencer* », c'est bien ce qui obsède les révolutionnaires dans les années 80 et 90, au cœur de la contre-offensive libérale dont la chute de l'URSS est une étape décisive. Il s'agit, dans un contexte très différent de celui des années 30 – dans laquelle les partis ouvriers regroupent des centaines de milliers de membres, avec des références politiques émancipatrices – de recommencer à construire des partis ouvriers, des partis de classe, avec une délimitation qui n'est pas celle du trotskisme. Pour ce qui concerne la IV<sup>e</sup> Internationale, l'orientation est formulée de cette façon : « *Notre orientation est-elle de construire des partis larges rassemblant tous les courants se situant à gauche de la social-démocratie libérale, comprenant à la fois des courants réformistes "antilibéraux" issus de partis sociaux-démocrates ou staliniens et des courants révolutionnaires ?*<sup>13</sup> » Pour Laurent Carasso, « *Cette délimitation de partis larges a été en gros celle de partis ou de regroupements comme Die Linke (Allemagne), Synaspismos/Syriza (Grèce), l'ÖDP (Turquie), Respect (Grande-Bretagne), Rifondazione comunista (Italie) et le Parti des travailleurs (Brésil, au cours des années suivant sa création).* »

L'appel à créer un nouveau parti, en 1995, par Lutte ouvrière, était formulé publiquement de cette façon – après bien des débats internes : « *Nous discuterons avec tous ceux qui l'accepteront pour envisager les conditions de la création d'un grand parti se plaçant résolument et uniquement sur le terrain de la défense politique des exploités.* » En 1968, elle avait appelé à la création d'un parti regroupant tous les « gauchistes ». Le SWP a concrétisé le même type de démarche avec la coalition Respect. Les lambertistes avec le Parti des travailleurs et les post-morénistes du PTS argentin avec le Front de gauche et des travailleurs.

Il s'agit, avec des conceptions différentes et surtout des réalités militantes, de tenter de dépasser les frontières du parti et de regrouper plus largement.

#### DES TRAHISONS INÉVITABLES ?

Les résultats de ces expériences sont très variables. Le Parti des travailleurs du Brésil, le Parti de la refondation communiste en Italie, Podemos dans l'État espagnol et Syriza ont à la fois été des

organisations qui ont regroupé des dizaines de milliers de membres, ont accompagné la construction de mobilisations importantes et la reconstruction de la classe – en particulier les deux premiers – et ont connu une intégration au capitalisme et à ses institutions qui les amènent à contribuer aux attaques des classes dominantes.

Manuel Garí explique en quoi Podemos a permis de bousculer le jeu politique dans l'État espagnol, entre le PSOE et le Parti populaire, mais aussi l'intégration des syndicats<sup>14</sup>. Le Parti des travailleurs au Brésil a accompagné la reconstruction du mouvement ouvrier après la dictature. Le PRC italien, lui, a combattu le passage à la social-démocratie du vieux PCI et a joué un rôle moteur dans le mouvement altermondialiste, qui a dynamisé le mouvement ouvrier mondial au début des années 2000.

Construire ces organisations était vu comme un outil pour faire progresser la conscience de classe propageant une série de revendications sociales, démocratiques, parfois transitoires, en tous cas radicales. Et, inversement, ces organisations, malgré leurs défauts, étant prêtes à participer aux mouvements de masse, de les mettre sous pression des mobilisations pour afin que les débats politiques s'élargissent, que les déchantations se réalisent sous la pression de la pratique, des vérifications dans l'action.

Mais ces organisations ont fini par intégrer ou même diriger des gouvernements libéraux, sans que cela provoque de révolte massive à l'intérieur et des ruptures conséquentes. Les militantEs de la IV<sup>e</sup> Internationale en sont sortiEs, avec des groupes plus ou moins importants, mais sans parvenir à scinder ces partis.

On en peut en tirer quelques leçons très générales.

La première est que ces organisations se sont construites comme représentants politiques de montées des luttes, avec une phraséologie radicale – à l'image également de La France insoumise – mais avec une grande instabilité. Cette instabilité est à chercher, selon les organisations, dans la participation de dirigeants très bureaucratisés et intégrés à l'appareil d'État, dans la faiblesse d'implantation et de structuration à la base et dans les difficultés de la situation politique. Dans les périodes de reflux, les directions de ces organisations ont été très rapidement absorbées par les



logiques institutionnelles, ont effectué de violents tournants à droite et combattu avec acharnement les secteurs de gauche, en particulier les révolutionnaires, afin de couper toute possibilité de contestation de leur hégémonie. Cette trajectoire semble inévitable, car il n'y a pas de contre-exemple où ce seraient les secteurs de gauche qui prendraient le dessus sur les secteurs droitiers.

La seconde découle de la première : il est indispensable d'anticiper ces ruptures qui adviennent tôt ou tard et de les préparer. Les courants révolutionnaires qui ne l'ont pas fait et qui ont participé à ces expériences de façon trop peu délimitée n'ont pas réussi à structurer des secteurs oppositionnels significatifs. Il leur a été difficile de choisir le moment adéquat pour sortir et ont parfois perdu des secteurs de leur propre courant. C'est le cas au Brésil, où une partie de la DS est passée à la majorité.

Troisièmement, cette préparation doit mener de manière combinée la bataille démocratique contre la bureaucratisation accélérée de ces partis, la bataille d'orientation et la préparation à la construction organisationnelle d'un nouvel outil militant. Dans Podemos, selon Manuel Garí, c'est le deuxième point qui a été trop faible du côté d'Anticapitalistas<sup>15</sup>. Dans le PRC, c'est sans doute le dernier qui a conduit à l'éclatement de Sinistra anticapitalista en deux morceaux qui restent néanmoins solidaires. Quatrième leçon, et non des moindres : les expériences ne fournissent aucune preuve sur l'efficacité de tel ou tel choix, entre la participation à un parti large et la construction d'une organisation

révolutionnaire indépendante comme ça a été fait dans de nombreux pays, par exemple avec la LCR en France ou la SWP au Royaume-Uni, mais, même s'il faudrait tempérer avec les leçons de années 20 et 30 en Allemagne et les fiascos du KAPD et du KPD, les grandes révolutions ont montré la nécessité de construire des courants révolutionnaires délimités, suffisamment reconnus et identifiés pour pouvoir proposer aux masses des actions débouchant sur la prise du pouvoir par les travailleurs/ses. Ce n'est pas parce que ce n'est pas l'objet de cet article qu'il faudrait l'oublier...

### UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA SITUATION ET DES TÂCHES

Que l'on soit dans le cas de « partis larges » ou de forces politiques révolutionnaires délimitées, il est étonnant de voir à quel point est réelle la formule qui résume la réalité d'un parti à cette compréhension commune.

Lorsque les organisations larges ont basculé de la participation aux luttes vers une focalisation sur les élections et les positions institutionnelles, la rupture a été rapidement inévitable, car elles ont bientôt tourné le dos à bien des mobilisations<sup>16</sup>. Des rapprochements entre la LCR et le SWP ont eu lieu dans la construction des mouvements altermondialiste et anti-guerre. Le NPA s'est construit autour de la construction des luttes, de la reconstruction du mouvement ouvrier et d'une perspective de rupture avec le système.

Lorsque cette compréhension commune s'affaiblit voire disparaît, alors le parti se disloque. C'est ce qui a touché nos camarades de Sinistra anticapitalista, divisé entre deux groupes l'un ayant comme sensibilité la construction dans

le mouvement ouvrier et syndical, l'autre dans le mouvement alternatif et radical. Deux perspectives qui ne sont pas contradictoires théoriquement mais qui sont apparues comme des choix incompatibles dans la conjoncture.

De fait, on est ramené à une idée incontournable : le parti correspond à la structuration d'une fraction, plus ou moins importante, de la classe, autour d'objectifs militants. C'est un outil pour cet objectif, pour regrouper en son sein et autour de lui les militantEs qui se reconnaissent dans ces objectifs généraux. La théorie, le programme, sont des supports fondamentaux pour stabiliser, solidifier, permettre des choix plus pertinents et appuyés, mais ne constituent pas les délimitations concrètes, à moins de ne vouloir construire que des groupes sectaires qui n'ont pas vocation à gagner la majorité de la classe mais seulement à justifier leur propre existence.

Pour construire un parti dans la prochaine période, il y a donc urgence à reconstruire une « compréhension commune de la situation et des tâches qui en découlent ». Au vu de la situation, l'essentiel reste de combiner la reconstruction du mouvement ouvrier, l'implication dans la construction des luttes de classe et la défense d'une politique de rupture avec les institutions et le capitalisme. □

1) *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine, 1904.

2) « Parti ou fraction/secte », *Quatrième internationale*, juillet-août-septembre 1980.

3) Lettre à Andrés Nin, 31 janvier 1931.

4) Lettre à Andrés Nin, 15 février 1931.

5) Lettre « à Nin et aux autres » envoyée à Jean Rous, 16 août 1936.

6) « SFIO et SFIC : la voie du débouché », *La Vérité* n°220, numéro spécial de septembre 1934.

7) Engels, Lettre à Mehring du 14 juillet 1893, in *Études philosophiques*, p.165.

8) Franz Jakubowsky, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, EDI, p. 166.

9) Ernest Mandel, « Lénine et le problème de la conscience de classe prolétarienne », disponible sur [ernestmandel.org](http://ernestmandel.org).

10) Daniel Bensaid, *Stratégie et parti*, Éditions La Brèche, p.74.

11) *Compte rendu sténographique d'une discussion avec des militants du SWP*, 31 mai 1938.

12) Cité par Daniel Bensaid dans *Stratégie et parti*, p.113.

13) « Rôle et tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », XVI<sup>e</sup> congrès, 1995.

14) « Splendeur et crépuscule de Podemos : les raisons d'un adieu », *Inprecor* n°677, septembre 2020.

15) Manuel Garí, « Anticapitalistas a commis une erreur au Congrès fondateur de Vista Alegre I. Comme le cadre du débat s'est centré sur le modèle organisationnel, elle a concentré ses efforts presque exclusivement sur la réponse à donner à la question démocratique interne – une question, certes, tout à fait importante – mais sans mener bataille avec suffisamment d'énergie pour un projet politique, ce qui aurait permis d'agréger autour d'Anticapitalistas les courants de radicalisation existants. », *Ibid*.

16) Sur le PRC, voir « Italie : retour sur l'histoire de Rifondazione », Franco Turigliatto.



Lula et le président de Petrobras en 2008, Sergio Gabrielli. Lula joue sur l'imaginaire ouvrier tout en discutant avec un patron... © Ricardo Stuckert / PR

# La Chauve-souris et le capital : le « léninisme écologique » à la lumière du Covid-19

PAR JULIEN SALINGUE

*La Chauve-souris et le capital : stratégie pour l'urgence chronique, Andreas Malm (traduit de l'anglais par Étienne Dobenesque), éditions la Fabrique, 248 pages, 15 euros.*

L'auteur de *l'Anthropocène contre l'histoire* (la Fabrique, 2017) et de *Comment saboter un pipeline* (la Fabrique, 2020) récidive, et c'est une bonne nouvelle. Dans *la Chauve-souris et le capital*, Andreas Malm, géographe marxiste suédois, actualise sa démarche et ses analyses écologistes au moyen d'une « enquête » sur le Covid. Un réquisitoire contre les conséquences des destructions environnementales consubstantielles au capitalisme, doublé d'une réflexion et de propositions stratégiques, dans la lignée des précédents ouvrages de l'auteur.

## « CE MONDE POURRAIT ÊTRE LAISSÉ TRANQUILLE »

Déforestation, commerce des animaux sauvages, circulation accélérée des personnes et des marchandises : pour Andreas Malm, l'émergence et la diffusion de l'épidémie de Covid-19 porte le sceau du capitalisme mondialisé. L'auteur relate ainsi les effets de la déforestation, qui provoque de brutaux déplacements d'espèces animales, et multiplie les lieux de « rencontres » improbables entre espèces, qui sont autant de foyers propices à la constitution et à la diffusion de nouveaux virus. Des virus qui atteignent de plus en plus, et de plus en plus rapidement, les êtres humains, du fait de leur présence accrue dans des zones où ils sont au contact d'espèces « sauvages », mais aussi du commerce lucratif des animaux dits « de brousse ».

Au total, et ce contrairement à ce que voulaient nous faire croire les adeptes de la « fin de l'histoire » et du progrès continu que représenterait le capitalisme, on assiste à un regain des épidémies. « *Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des*

*pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à la couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu. Bien à l'abri parmi leurs hôtes naturels, les agents pathogènes n'auraient pas à bondir vers nous.* » Le Covid-19 a fait le saut.

## « ON NOUS A TOUJOURS DIT QUE NOUS ÉTIIONS IRRÉALISTES »

Andreas Malm interroge également les stratégies mises en œuvre par les gouvernements pour tenter de freiner la diffusion de l'épidémie de Covid. Implacable constat là encore : le branle-bas de combat international s'explique par le fait que ce sont les pays capitalistes les plus riches qui ont été rapidement l'épicentre de la pandémie. Les mesures draconiennes mises en place (couver-feu, confinement, etc.), imposées par l'état de délabrement des services de santé, sont analysées comme autant de décisions visant à éviter de véritables scandales sanitaires (hôpitaux débordant de malades de pouvant être accueillis, centaines de milliers de morts), mais aussi comme autant de démonstrations de l'égoïsme des pays riches, capables de prendre des mesures radicales uniquement quand « leurs » populations sont concernées.

Dans un stimulant parallèle avec la lutte contre le changement climatique, Malm montre ainsi que les mesures prises au printemps, jusqu'à la quasi-interruption de toute vie économique, constituent un précédent à prendre au sérieux. Depuis des années, on explique à celles et ceux qui luttent contre le changement climatique que leurs revendications manquent de toute forme de « pragmatisme » et qu'elles représenteraient des pertes économiques

telles que le monde ne s'en relèverait jamais. Et pourtant : « *Personne n'a jamais proposé de mettre le capitalisme sur "pause" du jour au lendemain pour sauver le climat. Personne n'a suggéré de réduire les émissions [de gaz à effet de serre] d'un quart en trente jours — la revendication d'une baisse de 5 ou 10 pour cent par an paraissait d'un extrémisme inacceptable. Personne n'a soutenu que l'humanité devait être mise sous couvre-feu. [...] Et pourtant, on nous a toujours dit que nous étions irréalistes, idéalistes, rêveurs ou alarmistes.* »

## « LÉNINISME ÉCOLOGIQUE »

Dans la dernière partie de l'ouvrage, Andreas Malm revient sur l'attitude des révolutionnaires russes, et notamment de Lénine, face à la « catastrophe imminente » liée aux conséquences de la Première Guerre mondiale : « *La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : ou bien périr, ou bien confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production<sup>1</sup>* ». Pour l'auteur, les militantEs écologistes anticapitalistes devraient aujourd'hui actualiser une telle démarche, en expérimentant un « léninisme écologique » vu comme une « boussole de principes », qui assume une radicalité et une posture d'urgence liées à l'imminence de la catastrophe finale, défende le caractère éminemment conflictuel des revendications écologiques et l'impossibilité de parvenir à des compromis avec les capitalistes, en se situant dans une démarche de classe... et de mobilisation. □

1) V.I. Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », dernier chapitre (1917).

# Le chemin Walter Benjamin

PAR MICHAEL LÖWY

*Ce précieux livre est la réédition des mémoires de Lisa Fittko parues en 1987 aux Editions Maren Sell. Comme l'on sait, Lisa et son mari Hans Fittko furent les organisateurs en 1940-41 – quand il était « minuit dans le siècle » (Victor Serge) – d'un réseau clandestin de passage de la frontière entre la France de Vichy et l'Espagne.*

Dans sa magnifique introduction, Edwy Plenel insiste sur la leçon actuelle de cette histoire : les frontières existent pour être traversées et les exilés sont faits pour être accueillis... Un des premiers à emprunter, avec l'aide de Lisa, ce périlleux chemin à travers les Pyrénées fut, en septembre 1940, Walter Benjamin : retenu à Port-Bou par la police espagnole (franquiste), qui veut l'expédier de retour en France, c'est-à-dire à la Gestapo, il préfère se suicider. Ce fut, observe Plenel, un acte non de désespoir mais de protestation : un suicide socratique,

entre refus et lucidité. La fin de Walter Benjamin est devenue « un mythe actif, qui invite à prendre le relais d'une course à l'espérance qui, depuis *Spartacus*, n'aura jamais de fin ». Son dernier écrit, les Thèses *Sur le concept d'histoire* (1940) sont une bouteille jetée à la mer, une version profane du messianisme juif (Daniel Bensaid), un appel à la révolution comme interruption de la course à l'abîme. Depuis mai 2007, ce chemin des Pyrénées, conduisant de Banyuls au cimetière maritime de Port-Bou (où fut enterré le philosophe) est devenu « Le chemin Walter Benjamin ».

Lisa Fittko, née Elisabeth Ekstein en 1909, dans une famille juive de Ruténie (Empire austro-hongrois) raconte, dans *Mon chemin des Pyrénées* (édition allemande originale en 1985) cet épisode marquant de la résistance antifasciste en France. Jeune adhérente à l'Union des élèves socialistes à Berlin, Lisa va se battre, dans les écoles et dans les rues, contre les nazis entre 1929 et 1933 ; même après l'incendie du Reichstag, elle tente, avec des amis, d'imprimer et distribuer des tracts antifascistes. Dénoncée, elle sera obligée à s'exiler

## Walter Benjamin, marxiste atypique

Il y a 80 années Walter Benjamin (1892-1940) est tombé, victime du fascisme qu'il n'avait pas cessé de dénoncer dans ses écrits. Proche ami de Bertolt Brecht et de Gershom Scholem, attiré par la théologie juive et le marxisme révolutionnaire, il laisse une œuvre fragmentaire qui va du drame baroque allemand aux déambulations dans les passages parisiens, en passant par le surréalisme et Charles Baudelaire. Plutôt proche de l'anarchisme dans sa jeunesse, il va découvrir le marxisme en 1923, grâce à la lecture de *Histoire et conscience de classe* de György Lukacs, et la rencontre (amoureuse) avec la bolchévique lettone Asja Lacis.

Exilé en France après la prise du pouvoir d'Hitler, il survit difficilement grâce à l'aide de ses amis de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer) établis à New York. Parmi ses proches amis à Paris, quelques figures juives allemandes exilées en France, comme Hannah Arendt. Son dernier texte, énigmatique et d'une intensité extraordinaire, les Thèses *Sur le concept d'histoire* (1940), associent, d'une façon hétérodoxe et singulière, le messianisme juif et le matérialisme historique.

Walter Benjamin est un penseur original et inclassable : révolutionnaire et critique du « progrès », matérialiste historique et attiré par la théologie, c'est une sorte de marxiste libertaire. Proche du communisme, il envisage même, en 1926,

d'adhérer au Parti communiste allemand - ce qu'il ne fera pas... En 1928-29 il visite l'Union soviétique : dans son Journal de ce séjour, on trouve des observations critiques, qui suggèrent d'une certaine sympathie pour l'opposition de gauche. Walter Benjamin n'était pas « trotskiste » mais il a manifesté, à plusieurs reprises, un grand intérêt pour les idées du fondateur de l'Armée Rouge. Dans une lettre à Gretel Adorno, du Printemps 1932 – une époque où Trotsky était dénoncé comme « traître » par les staliniens - il écrit : « J'ai lu l'histoire de la révolution de février de Trotsky et suis sur le point de finir son Autobiographie. Depuis des années je n'ai rien assimilé avec une pareille tension, à couper le souffle. Vous devez sans hésitation lire les deux livres ».

Si, au cours des années 1933 - 1935 il semble, dans certains de ses écrits, se rapprocher du marxisme soviétique, à partir de 1936 il commence à prendre des distances ; par exemple, dans une lettre de mars 1938, il dénonce « le compromis, en Espagne, de l'idée révolutionnaire avec le machiavélisme des dirigeants russes ». Cependant, il croit encore, comme en témoigne sa correspondance, que l'URSS, malgré son caractère despotique, est le seul allié des anti-fascistes. Cette croyance s'effondre en 1939, avec le pacte Molotov-Ribbentrop : dans ses Thèses *Sur le concept d'histoire* (1940), il dénonce la « trahison à leur propre cause » des communistes staliniens.

à Prague, où elle épousera un autre réfugié allemand, Hans Fittko. Leur activité antinazie, en lien avec la résistance intérieure, conduit à leur expulsion de Tchécoslovaquie, ensuite de Suisse, et ensuite des Pays-Bas. Ils finiront donc par s'exiler en France, où ils seront internés, en 1939, comme « ressortissants d'un pays ennemi »...

Après un passage par le Vel d'Hiv à Paris (le Vélodrome d'hiver transformé en camp de détention, NDLR), Lisa sera expédiée, par la police française, au camp de Gurs dans les Pyrénées, avec des milliers d'autres réfugiés juifs ou antifascistes allemands : un des chapitres les plus honteux de l'histoire, peu glorieuse, de la III<sup>e</sup> République. Profitant de la confusion résultant de la capitulation de Pétain, Lisa et quelques amies s'échappent de Gurs : « *On revient tout de suite* » fut leur dernier message à la sentinelle du camp...

Refugiés à Banyuls, les Fittko apprennent, grâce au maire socialiste de la ville, M. Azéma, l'existence d'un sentier – la « route Lister », du nom d'un célèbre général républicain espagnol – conduisant, à travers les Pyrénées, en Espagne. Avec un peu de chance, les réfugiés pouvaient atteindre le Portugal, et à partir de Lisbonne, l'Amérique. Un des premiers « clients » fut Walter Benjamin, venu, à l'aube du 25 septembre, frapper à leur porte. Lisa conduisit

celui qu'elle appelait « le vieux Benjamin » (il n'avait que 48 ans !), un homme corpulent, à la politesse exquise, avec ses amis, Mme Gurland et son fils, jusqu'en haut de la crête, d'où l'on pouvait apercevoir Port-Bou en Espagne. La descente fut facile, mais elle se termina tragiquement, comme l'on sait, pour le « vieux Benjamin » ; mais après sa mort, on permit à Mme Gurland et son fils de poursuivre leur route.

Ayant pris connaissance de cet épisode, Varian Fry, du Emergency Rescue

Committee (Centre américain de secours) établi à Marseille, qui tentait, avec l'énergie du désespoir, de sauver des artistes et intellectuels des griffes de la Gestapo – omniprésente en « zone libre » sous le doux titre de « commission de l'armistice » – prit contact avec les Fittko, pour leur demander d'établir, à Banyuls, une base pour le pas-

fallait partir avant l'aube, s'habiller comme les habitants locaux, et se mêler aux vigneronns qui escaladaient la montagne, pour tromper la vigilance des douaniers et policiers. Varian Fry proposa cette solution à Breitscheider, le président du groupe parlementaire social-démocrate allemand avant 1933, exilé en France ; hélas, celui-ci, et son

ami Rudolf Hilferding, célèbre économiste marxiste, refusèrent cette proposition « illégale ». Breitscheider croyait aux promesses du gouvernement français et il déclara même à des amis que « *Hitler n'osera pas demander notre extradition* » ! Comme l'on sait, les deux furent arrêtés par Vichy, rendus à la Gestapo, et assassinés.

Avec le remplacement du maire socialiste de Banyuls par un collabo, leur activité devient de plus en plus risquée : Hans et Lisa décident de partir à leur tour pour Port-Bou ; à leur arrivée en Espagne, la joie d'échapper à la Gestapo est mêlée de tristesse : « *nous sommes sur le sol où tant de sang a coulé pour la liberté* »... Ils réussirent, à partir du Portugal, à prendre un bateau pour Cuba, où ils passeront les années de la guerre. Ils avaient du mal à croire aux nouvelles qui arrivaient sur l'extermination des juifs d'Europe.

Hans, qui rêvait de revenir en Allemagne, déclarait : « *Un jour, nous ferons payer tout cela aux nazis* ». Les deux finirent par partir aux États-Unis.

Hans décéda en 1960, mais Lisa, qui disparut à Chicago en 2005, put encore assister, en 1994, à l'inauguration du monument en honneur à Walter Benjamin, œuvre de l'artiste israélien Dani Karavan. Elle avait l'habitude de répéter à ceux qui voudraient l'écouter : « *Ceux qui disent, 'cela ne peut pas arriver chez nous' n'ont rien compris* »... □

## LISA FITTKO

# Le chemin Walter Benjamin

Précédé de  
Le présent du passé  
par  
EDWY PLENEL



LA LIBRAIRIE  
DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE  
SEUIL

Lisa FITTKO, *Le chemin Walter Benjamin, Souvenirs 1940-41*, traduit de l'allemand par Lea Marcou, précédé de *Le présent du passé* par Edwy Plenel, Paris, Éditions du Seuil, 2020, 365 pages. Prix spécial Walter Benjamin 2020.

sage en Espagne. Pour les persuader, il pensa leur proposer de l'argent : « *how much ?* » Réponse de Hans Fittko : « *De l'argent ? Vous ne savez point ce qu'est un antifasciste ? Comprenez-vous le sens du mot conviction ?* ». Varian Fry s'excusa patement et des liens de collaboration furent établis.

Pendant six mois, Lisa et Hans Fittko firent passer par la « route Lister » – rebaptisée par Varian Fry, « route F » (de Fittko) – une centaine de réfugiés, en trois passages hebdomadaires. Il

# La longue lutte des travailleurs de Numilog



PAR SAMIR LARABI\*

*La lutte des travailleurs de Numilog de Béjaïa est l'un des plus longs conflits syndicaux qu'a connu la région depuis quelques années.*

L'employeur, aveuglé par son mépris social, ne se doutait aucunement que le conflit prendrait une telle ampleur et cette large visibilité, voire la large solidarité syndicale et politique. C'est devenu un véritable bourbier pour le groupe Cevital, duquel même ses relais locaux et médiatiques n'ont pu le faire sortir.

## UN CONFLIT D'ORDRE DÉMOCRATIQUE

Certes, les racines de ce conflit social sont d'ordre socioprofessionnel, liées essentiellement aux mauvaises conditions de travail, à l'amélioration des salaires et au népotisme qui règne au sein de l'entreprise. Des revendications qui auraient pu être réglées d'un revers de main, mais la doxa néolibérale dominante et le mépris ont dominé et pris le dessus. Ce qui a poussé les salariés à s'organiser dans un cadre légal et à se syndiquer le plus vite possible.

Mais l'employeur refuse encore une fois d'écouter les sonnettes d'alarme, de recevoir les délégués syndicaux démocratiquement élus par les travailleurs et de reconnaître la section syndicale. Pis, il procède au licenciement de trois délégués syndicaux et poursuit en justice trois autres travailleurs. Un acte qui change la nature du conflit en une bataille pour le droit syndical et le respect des libertés syndicales. Un sursaut de dignité et une vague de colère très profonde envahissent la majorité des travailleurs. Une grève cyclique annoncée à partir du 6 juillet 2020 acte le début d'un conflit dur.

## LES TERGIVERSATIONS

Tout au long du conflit, l'employeur a usé de toutes les ruses et subterfuges pour faire face au vent du changement qui commence à souffler sur l'entreprise. L'employeur refuse toute forme de conciliation comme le stipule la réglementation et les principes démocratiques et licencie l'ensemble des travailleurs grévistes. Il refuse l'application des décisions de justice portant réintégration des travailleurs et l'ouverture des portes de l'entreprise. Par ailleurs, il décide de réintégrer certains travailleurs en difficultés s'ils dénoncent leurs collègues et se démarquent du syndicat.

Dans ce conflit, des sous-traitants politiques, fascistes de surcroît, ont été mobilisés pour se lancer dans une campagne pour dénigrer les travailleurs, le syndicat et les soutiens politiques des travailleurs licenciés. Il leur fallait à tout prix casser le moral des troupes, les isoler et empêcher toute forme de solidarité.

## LA RÉSISTANCE

Tout au long du conflit, les travailleurs en lutte de Numilog ont pu résister et tenir le coup face à l'arrogance patronale et aux violentes campagnes de dénigrement par les Baltaguis politiques de l'employeur. Ils ont réussi à gagner la sympathie de la population de Béjaïa. Ils ont pu grâce à la solidarité agissante rendre leur mouvement plus visible à l'échelle nationale et internationale.

Chaque jour ils sont de plus en plus déterminés à arracher leurs droits sociaux et démocratiques. Leurs dynamisme et mentalité hirakistes ont fait bouger les

lignes et brouiller les pistes des détracteurs. En l'espace de quelques semaines, ils ont pu cumuler une grande expérience syndicale et éviter de reproduire les échecs du passé. C'est ainsi qu'ils ont pu créer un processus d'unité syndicale à la base porteur d'espoir à l'avenir, chose qu'on a constaté de visu lors de la grande marche du 12 septembre 2020 à Béjaïa.

Ces travailleurs en lutte ont encore besoin de notre solidarité agissante sur tous les plans : financier, moral et politique. La solidarité doit s'intensifier davantage dans tous les secteurs mobilisés de la région de Béjaïa et au niveau national.

Les prochaines mobilisations doivent être de grands moments de convergence de tous les syndicats et de la population locale pour imposer la réintégration des travailleurs licenciés abusivement et le respect du droit syndical.

## UNE SEULE VOIE

Tôt ou tard, la direction sera dans l'obligation d'accepter la nouvelle donne au sein du groupe Cevital. Ce groupe doit enfin comprendre que le dépassement du conflit passe d'abord par une véritable négociation avec les délégués syndicaux des travailleurs. Des négociations transparentes, sans qu'elles soient parasitées par les « hellaba » de Cevital. C'est la seule voie plausible et légale pour le règlement de ce conflit social. C'est la voie de la raison pour ceux qui veulent bien entendre raison. □

\*Samir Larabi est membre du Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Algérie.